



rapport d'activité

CITOYENS D'ICI ET DE LÀ-BAS

2025

grdr 
Migrations
Citoyenneté
Solidarités

© Grdr / 2026

Graphisme

Andrea OLIVARES YURIN

Imprimeur

ICO Dijon,

Z.A.C. des Combets,

21410 Fleurey-sur-Ouche

Crédits photos

Grdr



Licence Creativ Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale. Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0).

Tous les droits sont réservés au Grdr. Toute utilisation en dehors du cadre de cette licence requiert une autorisation préalable.

Les désignations ou frontières utilisées dans les cartes ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation du Grdr.

	Avant-propos	4
01	LA VIE ASSOCIATIVE DU GRDR	6
02	NOS RESSOURCES HUMAINES	14
03	NOS ACTIONS	
	Chapitre 1	
	Diplomatie & Diasporas : l'autre fabrique de la paix	18
	Chapitre 2	
	La place des associations dans les territoires	
	Soutenir les initiatives associatives	36
04	NOS PUBLICATIONS LES PLUS RÉCENTES	49
05	L'ACTIVITÉ DU GRDR PAYS PAR PAYS	52
06	LES FINANCES 2025	76
07	LE GRDR DANS LES RÉSEAUX	80
	LES ADRESSES DES BUREAUX	85

LE GRDR FACE AUX DÉSÉQUILIBRES D'UN MONDE QUI SE TRANSFORME BRUTALEMENT

Jean-Marc Pradelle
Président

Olivier Le Masson
Directeur Exécutif

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte de transformations profondes qui affectent directement les conditions d'exercice de la solidarité internationale. Partout les libertés associatives sont fragilisées, les espaces civiques sont menacés, le droit à la mobilité est réduit et les voies collectives sont étouffées. Chaque maillon du cycle des solidarités souffre de la contraction sans précédent des financements publics. Désormais installée dans la durée, elle impose de nouvelles exigences aux organisations de la solidarité internationale, tant en termes de capacité d'adaptation que de démonstration d'utilité sociale.

De plus, l'environnement de cette solidarité internationale est marqué par des attentes parfois contradictoires, qui coexistent et se renforcent. Les cadres d'intervention sont questionnés dans leur légitimité et leurs effets, soumis à toujours plus d'exigence d'efficacité tout en devant respecter strictement les frontières de la souveraineté. Au risque d'être accusés de maintenir des rapports de pouvoir déséquilibrés. Ces tensions redéfinissent nos marges de manœuvre et nous obligent à clarifier nos positionnements.

Sur le plan migratoire, les politiques de gestion des migrations en France, en Europe et dans plusieurs pays africains, se durcissent toujours plus, sans pour autant répondre aux réalités des mobilités humaines. Elles traduisent une approche strictement restrictive, qui tend à les réduire à une question de contrôle de flux qu'il faudrait contenir et réguler, voire annihiler.

Continuer à agir pour maintenir et consolider les liens de solidarité

Dans ce contexte, le Grdr a fait le choix de renforcer la lisibilité de son action, en cohérence avec son histoire, ses valeurs et ses engagements partout où il agit. L'année 2025 est une première étape, avec l'adoption de son nouveau cadre d'intervention stratégique (CIS) 2025-2030 par l'Assemblée Générale du 28 juin 2025. Ce CIS nous permet de mieux articuler nos actions pour des villes durables, pour des systèmes alimentaires équitables, pour une gestion raisonnée des ressources naturelles, pour des services essentiels accessibles à

tous, pour lutter contre les discriminations, promouvoir le dialogue interculturel et, enfin, pour encourager une économie collaborative et redistributrice.

Il défend une approche fondée sur les droits qui s'appuie sur la reconnaissance des mobilités, l'identification des acteurs issus des migrations et la valorisation de leurs initiatives. Il affirme la nécessité de considérer ces mobilités comme des réalités structurantes, porteuses de dynamiques économiques, sociales et citoyennes. Il met en lumière la force du concept de « territoires accueillants », moteur de cohésion sociale et de savoir vivre ensemble.

Le Grdr s'appuie sur son ancrage territorial et sa capacité à créer des passerelles le long des parcours migratoires. Malgré les multiples freins politiques, les actions qu'il construit, répondent à des enjeux communs à plusieurs territoires, pour lutter contre les déséquilibres historiques et renouveler les pratiques de coopération entre partenaires.

Cette exigence amène le Grdr à interroger ses pratiques et à faire évoluer ses modalités d'actions. Elle suppose aussi d'aller encore plus loin dans sa capacité à produire de l'analyse, à nourrir le débat public, à s'inscrire dans des dynamiques collectives aux côtés de nos partenaires historiques et de nos réseaux stratégiques. Elle impose de questionner sans cesse, d'approfondir les liens avec les différentes générations issues des migrations, pour mieux structurer l'action sur le double-espace, au cœur du projet associatif du Grdr.

Une approche stratégique souple, prudente mais ambitieuse

Le Grdr inscrit ses réflexions stratégiques sectorielles sur un même socle de ressources, avant tout humaines (salariés, adhérents, bénévoles). Il s'agit de les sécuriser pour garantir son bon fonctionnement interne. Mais il doit aussi veiller à renouveler ses ressources financières et partenariales, dans ce contexte de plus en plus incertain et concurrentiel.

En parallèle, le Grdr porte désormais une attention particulière aux jeunes, qui sont aussi diverses que nombreuses, sur tous les territoires. Elles sont un facteur essentiel de renouvellement et d'adaptation à ce monde en plein bouleversement. La place des jeunes est importante dans nos programmes, dans nos activités, dans nos équipes. Mais elle doit l'être encore plus au sein de nos instances de gouvernance. Cela nous appelle à faire évoluer nos modes d'organisation et d'animation pour favoriser l'émergence et le soutien à de nouvelles formes d'engagement, conformes aux aspirations de ces jeunes.

Dans ce contexte exigeant, le Grdr poursuit son action avec constance. Il s'appuie sur la solidité de son réseau, sur l'engagement de ses équipes et sur la confiance de ses partenaires. Il défend une solidarité fondée sur les droits et reste convaincu que les mobilités humaines créent des liens majeurs de coopération entre et pour les acteurs et les territoires.

LA VIE ASSOCIATIVE DU GRDR

01

Le Grdr est une association internationale de solidarité.

Ses adhérentes et adhérents, ses sympathisantes et sympathisants et ses salariées et salariés vivent dans les différents territoires d'action du Grdr, en France comme en Mauritanie, au Mali, au Sénégal, en Guinée-Bissau, en Guinée, en Tunisie et en Algérie. Ensemble, elles et ils accompagnent de nombreuses citoyennes et citoyens engagés dans la vie économique et sociale de leurs territoires, dans un contexte très dur pour les libertés publiques, notamment la liberté de circuler.



La vie associative du Grdr est donc en premier lieu locale, dans les territoires, où les adhérents et sympathisants s'organisent en relation avec les équipes salariées des antennes du Grdr. Cette organisation se fait principalement sous la forme de Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) actifs dans 8 territoires, avec la création en 2026 d'un COS à Boké (République de Guinée). Elle prend d'autres formes comme à Nouakchott, au travers d'un Collège des adhérents du Grdr ou dans le cadre de nombreux programmes qui visent toujours à renforcer l'organisation, à former et à inspirer les sociétés civiles, souvent organisées sous statuts associatifs (cf. Chapitre 2 du présent rapport d'activité).

La vie associative, c'est également l'organisation par le Grdr d'événements touchant des publics traditionnels ou nouveaux comme les associations de différentes diasporas ou les associations de jeunes. Le Grdr se tourne en effet vers les jeunes, au travers de plusieurs projets les ciblant, avec l'objectif de leur ouvrir les dynamiques associatives dans les territoires. Notamment aux jeunes Français et Françaises « héritiers de l'immigration » parmi lesquels plusieurs leaders associatifs reconnus qui ont accédé à des postes d'élus locaux et même de maires ou d'adjoints aux maires ayant des mandats sur les questions de vie associative ou de jeunes.

Le Grdr a en effet, été fondé en 1969 par des travailleurs immigrés de première génération. Leurs enfants ont souvent poursuivi l'engagement en l'adaptant aux nouveaux contextes. Le Grdr relève maintenant le défi de créer un Grdr qui accompagne les engagements d'une jeunesse mobilisée au travers de nouveaux modes d'action où les réseaux sociaux jouent un rôle clef.

La gouvernance centrale (assemblée générale, conseil d'administration) est active et régulière. En 2025, l'assemblée générale a adopté un Cadre d'Intervention Stratégique (CIS) pour la période 2025-2030 et une Charte des valeurs actualisée. Le Grdr a enclenché en 2025 une rénovation de sa communication en proposant un nouveau logo, une nouvelle charte graphique et de nouveaux outils comme sa « Lettre d'information », régulière, pour tenir informés toutes celles et ceux qui suivent son activité.

La vie associative c'est également l'appui vigilant apporté par le conseil d'administration à la direction, dans une année 2025 riche en réorganisations internes. C'est enfin l'engagement des membres dans les relations avec tous ses partenaires, dans le monde associatif, comme dans les collectivités locales et les institutions nationales.

Les 5 missions des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS)

Les activités se construisent à partir des territoires sur lesquels il fonde son action, en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en France. Ceci fonde la légitimité de son action.

Ces activités sont mises en œuvre par des équipes locales salariées avec le concours d'adhérentes et adhérents locaux, réunis au sein de Conseils d'Orientation et de Suivi (les COS). Représentants du projet associatif dans les territoires, relais auprès des autorités locales, les COS facilitent la réalisation des objectifs du Grdr sur le terrain.

Leur action se structure autour de 5 missions :

1. Appui-conseil à la cellule/antenne dans la diversité de sa mission
2. Participation au renforcement et à l'animation de la base associative de l'association
3. Médiation et facilitation avec l'administration et les autorités locales
4. Contribution aux actions de communication et plaidoyer
5. Rôle d'alerte voire de médiation en cas de difficultés dans une équipe locale.

le CA et les COS du Grdr

PRÉSIDENT D'HONNEUR NOMMÉ EN JUIN 2025

Doulo Fofana (retraité, ancien coordonnateur de l'association pour la promotion de la langue et de la culture soninké)

LES ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS DU GRDR

(DE JUIN 2025 À JUILLET 2026)

Elu.e.s membres du bureau du CA

Jean-Marc Pradelle,
président (ingénieur
retraité)

Daouda Ndiaye,
vice-président (juriste,
expert en éducation)

Mathilde Chassot,
vice-présidente en charge
de la vie associative
(chargée de mission
culture à l'international)

Malick Khadra, trésorier
du CA (juriste, enseignant)

Elisabeth Müller,
secrétaire du CA (ancienne
directrice administrative
et financière d'ONG)

Marie-Jo Bernardot
(retraîtée – autrice)

Autres élu.e.s du CA

Cissokho Al Ousseynou
(agent de développement
local – secrétaire de la
Mairie de Goumbayel)

Hamidou Dia
(enseignant-chercheur)

Mamadou Fade
(animateur de
développement)

Khady Ndiaye
(administratrice territoriale)

Jacques Ould Aoudia
(économiste)

Emmanuelle Latouche
(ingénieure agronome)

Combé Mbaye
(animatrice de
développement)

David Naudet
(économiste)

Cheikhna Ould Babacar
(éducateur retraité)

Rafaël Ricardou
(directeur de la Cité
des métiers)

Kefing Sacko (agent
de paiement, retraité)

Ibrahim Sarr (ingénieur
agronome)

Abdoulatif Oumar Sow
(formateur)

Dieynaba Sy
(professeure)

Bernadette Thomas
(responsable du label des
Cités des métiers retraitée)

Observateurs au CA

Hadjiratou Ba
(député et maire)

Marie-Laure Gibaud
(chargée de programme
alimentation durable)

Sylvain Jamet
(retraité)

**Mamadou Lamine
Djiméra** (gestionnaire
Avionic)

Michèle Quenardel
(professeure agrégée
retraîtée)

**Ibrahima Yero
Drame** (entrepreneur
et commerçant)

LES PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DES CONSEILS D'ORIENTATION ET DE SUIVI

Salif Diatta (Ziguinchor)

Diéinéba Diallo (Bakel)

Pierre Gouello
(Hauts-de-France)

**Elvira Maria Gomes
Lopes** (Canchungo)

Oumar Ly (Gorgol)

Thierno Mafouz Sow
(Boké, Guinée)

Ibrahima Thioye
(Guidimakha)

Ibrahim Traoré (Kayes)

Faiza Elleuch (présidente
de la filiale du Grdr en
Tunisie)

Les fonds d'appui aux initiatives des COS



Un fonds d'appui pour soutenir la vie associative à l'échelle locale

En 2025, le Grdr a poursuivi son fonds d'appui destiné à financer des initiatives portées par les COS afin de renforcer la vie associative et l'ancrage territorial. Cette dynamique a suscité une forte mobilisation de la part des adhérents sur les territoires. Les projets des COS de Sélibaby, Bakel-Matam (2024-2025) et de Kaédi (2025-2026) ont notamment permis de développer des actions de communication, de plaidoyer, de sensibilisation des jeunes et des femmes, ainsi que des initiatives favorisant la participation citoyenne et la visibilité du Grdr. L'initiative portée par le COS de Kayes et sélectionnée en juin 2025 n'a malheureusement

pas pu être mise en œuvre comme prévu : le COS et le CA souhaitent faire évoluer le projet pour le rendre opérationnel dans un contexte où les déplacements sont contraints. Les COS de Ziguinchor et de Canchungo se sont également engagés dans des dynamiques de coopération et de co-construction d'un projet commun. Par ailleurs, le COS des Hauts-de-France a poursuivi ses actions de mobilisation associative et de renouvellement de ses membres. **Cette dynamique confirme l'intérêt croissant pour ce dispositif et son rôle structurant dans la vie associative du Grdr : un troisième appel à initiatives est en cours !**

« Renforcer la vie associative et l'ancrage territorial du Grdr » une initiative du COS de Bakel-Matam

Une journée portes ouvertes à Matam, suivie d'une caravane d'information entre Matam et Bakel, a permis d'aller à la rencontre des acteurs locaux.

Ces temps forts ont mobilisé autorités locales, société civile, jeunes et femmes. Ils ont permis de présenter les actions du Grdr, d'échanger avec les participants et de susciter de nouvelles adhésions.

En élargissant sa base associative et en développant des relais locaux, le Grdr renforce sa visibilité et sa capacité d'action au plus près des territoires.

« Renforcement et valorisation de l'action du Grdr au Guidimakha » : le projet du COS de Sélibaby

Un travail de fond a d'abord permis d'identifier des projets emblématiques, de produire des fiches actions et de collecter des témoignages d'acteurs locaux. Ces éléments ont abouti à la réalisation d'un film documentaire, qui retrace l'histoire et les impacts du Grdr dans la région. Il a été présenté lors d'une journée portes ouvertes organisée le 18 juin 2025 à la Maison des Jeunes.

L'événement a réuni plus de 100 participants, dont de nombreux jeunes et femmes. Présentations, projections et échanges ont permis de mieux faire connaître les actions du Grdr, de valoriser les expériences locales et de renforcer le dialogue entre acteurs du territoire.

« Renforcement du leadership féminin et de la dynamique associative » l'initiative du COS du Gorgol

En partenariat avec la Délégation régionale de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille (DRASEF) et l'Association des Femmes Leaders de Kaédi, vingt-cinq femmes ont bénéficié de formations sur le leadership, l'entrepreneuriat et la gouvernance associative

Ces actions, renforcées par une participation à la Journée internationale des droits des femmes, ont permis de mobiliser de nouveaux membres, notamment des jeunes femmes et hommes issus de différentes communautés.

En développant les compétences et l'engagement citoyen, le COS consolide sa dynamique associative et l'ancrage du Grdr dans le Gorgol.



Une nouvelle charte des valeurs pour garder le cap face aux défis contemporains !

L'assemblée générale du 28 juin 2025 a adopté une nouvelle charte pour réaffirmer les fondements de l'engagement du Grdr : **ancrage territorial, solidarité internationale, mobilités humaines, justice sociale, lutte contre toutes les formes de domination et reconnaissance des citoyennetés plurielles.** Cette charte réaffirme le lien entre migrations, citoyenneté et territoires solidaires pour un monde plus juste, traversé par de véritables co-opérations, concrètes, enracinées dans et entre les territoires et portées par l'action collective.



... et un nouveau logo fidèle à son engagement !

Ce nouveau logo symbolise la double localisation : il représente à la fois les territoires d'origine et d'accueil, illustre les solidarités et les interdépendances, de l'ancrage local à l'ouverture internationale. **Moderne, dynamique et en mouvement il met en valeur le triptyque du Grdr « Migrations – Citoyenneté – Solidarités ».**

Quelques temps forts de notre vie associative en 2025



**« Entre terre et mer,
des écosystèmes côtiers
à l'épreuve du temps »
le 26 novembre à l'Académie
du Climat à Paris**

Le 26 novembre 2025, le Grdr a réuni à l'Académie du Climat, à Paris, des chercheurs et experts pour une conférence dédiée aux mutations des zones côtières de Guinée, Guinée-Bissau, Gambie et Sénégal. Cet événement a permis de croiser analyses scientifiques et expériences de terrain pour mieux comprendre les dynamiques qui

**façonnent aujourd'hui l'un des littoraux
les plus singuliers d'Afrique de l'Ouest.**

Les participants ont d'ailleurs rappelé le caractère unique et encore résilient de cette région faite de mangroves et d'estuaires, façonnée par la rencontre entre les eaux du Fouta Djalon et l'océan. Mais elles et ils ont également mis en évidence des pressions croissantes : surpêche industrielle, exploitation minière, urbanisation accélérée, impacts du changement climatique avec notamment l'élévation du niveau marin et l'augmentation des précipitations. Ces phénomènes reconfigurent les milieux, fragilisent les économies locales et menacent des pratiques séculaires comme la pêche artisanale ou la riziculture de mangrove.

Il en ressort enfin que les réponses les plus durables reposent avant tout sur les savoirs et les capacités d'adaptation des communautés locales, à condition qu'elles soient reconnues comme les actrices centrales de la gestion de leurs territoires.



**Pour tout savoir
sur cette
conférence**



**Une reconnaissance
internationale pour l'action
du Grdr dans la Falémé
(Sénégal)**

En novembre 2025, l'Institut pour l'Avenir des Grands Fleuves (IAGF) a récompensé l'action du Grdr sur la Falémé, affluent majeur du fleuve Sénégal, situé dans une zone transfrontalière entre le Sénégal et le Mali. Ce projet a reçu le 2^{ème} prix parmi les 52 initiatives présentées dans le cadre du label international « Living with Rivers ».

La Falémé, particulièrement fragile, est particulièrement fragile est en effet aujourd'hui confronté à de multiples défis : pollution liée à l'orpaillage, pression accrue sur les ressources naturelles et exacerbation des tensions sociales.

Au cœur de cette reconnaissance figure le projet Kisal Diiwaan, qui signifie « territoire préservé » en pulaar, une initiative soutenue par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce programme innovant articule gouvernance locale, restauration des écosystèmes et accès durable à l'eau, au service d'un développement équilibré et résilient du territoire.



NOS RESSOURCES HUMAINES

02

Dans son cadre d'intervention stratégique (CIS) 2025-2030, le Grdr affirme son ambition de construire un cadre de travail solidaire et épanouissant, en plaçant l'humain au cœur des pratiques managériales.

Cette orientation se décline dans un plan d'action « Ressources Humaines – Santé, Qualité de Vie et Conditions de Travail (RH-SQVT) » et s'est traduit par plusieurs avancées :

✱ **Un nouvel organigramme** qui redéfinit ou précise les périmètres de responsabilité de chacun.

✱ 3 nouveaux espaces de gouvernance :

» **1 comité exécutif (COMEX)** de prise de décisions clés et urgentes

» **1 comité opérationnel (COMOP)** d'information sur les programmes par pays et d'animation des questions transfrontalières, du double-espace et d'éducation populaire

» **1 comité de Direction (CODIR)** cadre d'échange sur les ressources transversales (Vie associative, RH, Communication, SAF et Suivi-Évaluation Apprentissage, etc.).

✱ **Un service Ressources Humaines** qui compte désormais 1 Directrice et 2 collaboratrices, dont une à Dakar, pour accompagner nos équipes en Afrique de l'Ouest.

✱ En France, **un groupe de travail, associant représentants de salariés**, de la Direction et du Conseil d'Administration, a également été mis en place pour renforcer le dialogue interne. Un nouveau Comité Social d'Entreprise (CSE) a été élu.

✱ **Un parcours de formation** pour renforcer les compétences en management de 15 cadres du Grdr et un programme de sensibilisation aux risques psychosociaux a été mis en place.

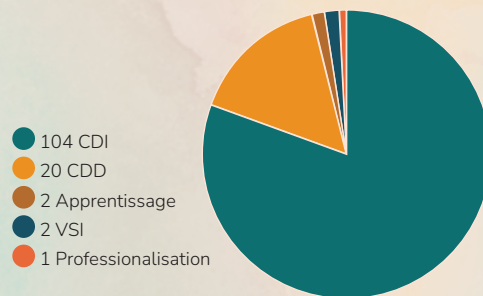
✱ **Une charte de télétravail** pour les salariés de droit français (2025) en cours d'adaptation pour les salariés sénégalais (2026).

✱ **La refonte de l'entretien annuel d'évaluation**, expérimentée au Sénégal, avec un objectif de déploiement à l'ensemble du Grdr en 2027.

Les effectifs du Grdr

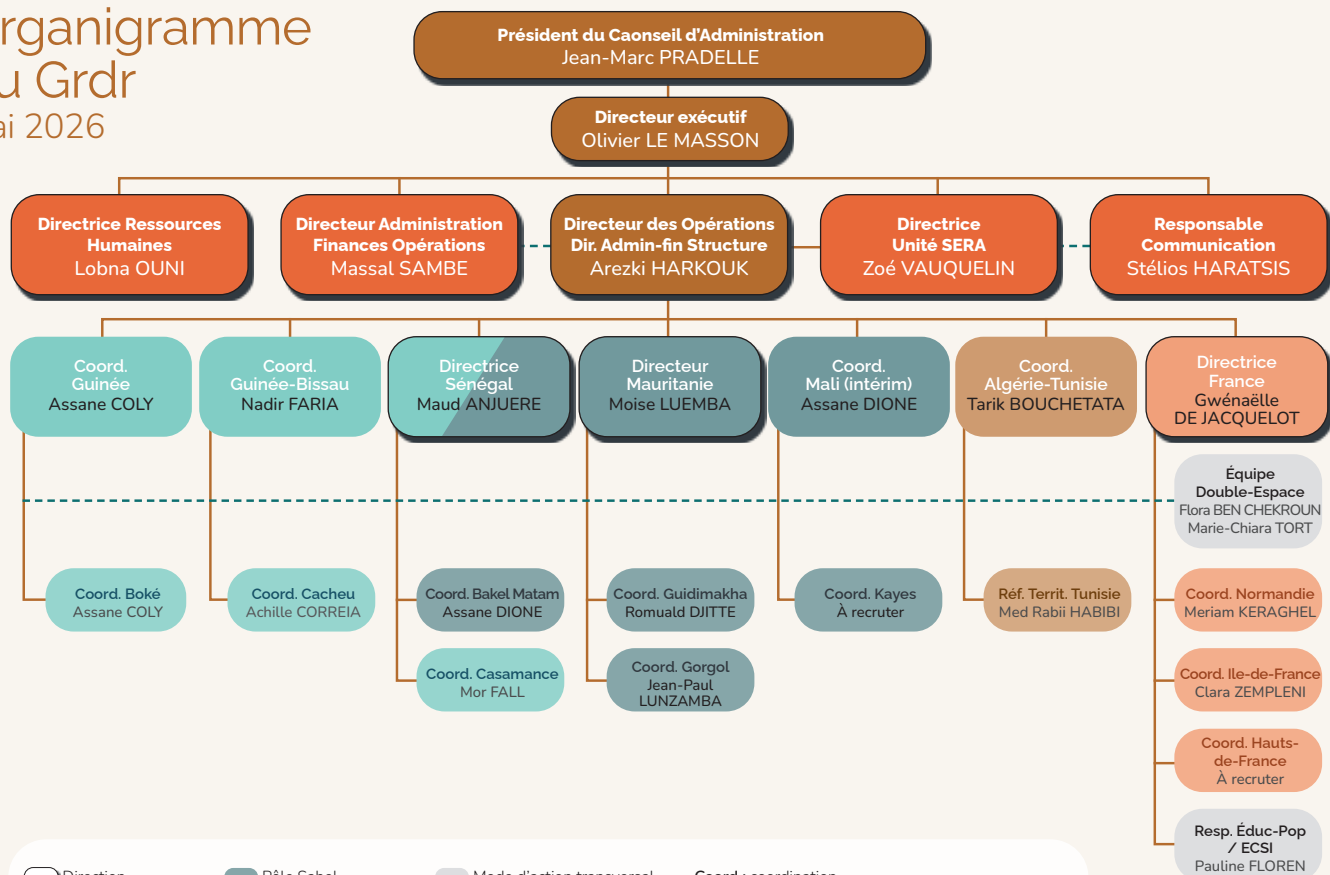
Au 31 décembre 2025, les effectifs du Grdr étaient composés de 129 « équivalents temps plein » (ETP) dont 79 de droit ouest-africain et 45 de droit français. Parmi ces derniers il y avait 13 expatriés. Nos équipes ont également encadrés 2 Volontaires de Solidarité Internationale (VSI), et en France, 2 contrats d'apprentissage, 1 contrat de professionnalisation ainsi que 7 stagiaires qui ont pu se former au sein du Grdr.

RÉPARTITION DES CONTRATS DES EFFECTIFS



Organigramme du Grdr

mai 2026



Direction

Services Ressources

Pôle Littoral

Pôle Sahel

Pôle Méditerranée

Pôle France-Europe

Mode d'action transversal

Liens hiérarchiques

Liens fonctionnels forts

Coord : coordination

Ref. Terr. : référent territorial

SÉRA : Suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage

NOS ACTIONS EN 2025

03

chapitre

1

**Diplomatie &
Diasporas : l'autre
fabrique de la paix**

chapitre

2

**La place des associations
dans les territoires -
Soutenir les initiatives
associatives**

chapitre

1

Diplomatie & Diasporas : l'autre fabrique de la paix

Les crises s'enchaînent : guerres hybrides, replis identitaires, recul des démocraties... Face à des puissances qui agissent comme des prédateurs, une question s'impose : que faire ? Comment continuer à construire des alternatives ?

La diplomatie officielle, traditionnellement perçue comme un art de la paix, reste marquée par des rapports de force et des logiques de pouvoir. Pourtant, les diasporas montrent qu'une autre voie est possible. Leur approche, qui peut apparaître de fait, comme plus artisanale mais aussi beaucoup plus solidaire, offre un contrepoids aux dynamiques qui dominent aujourd'hui.



Lors de la Fabrique De la Diplomatie qui a eu lieu le 6 septembre, le Grdr a réuni des personnalités telles que Pap Ndiaye et Naja Vallaud Belkacem (ex-ministres), Francois Héran du Collège de France et des représentants élus ou membres des cerles diplomatiques issus de la diaspora.





« Récit, Réseau, Rayonnement » : 3 tables rondes pour mettre en évidence le pouvoir d'influence des diasporas

le 6 septembre 2025

Lors de l'événement « La Fabrique de la Diplomatie » porté par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères à la Sorbonne Nouvelle en septembre 2025, le Grdr a été sollicité pour organiser en partenariat avec le FORIM (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations) et la CEFOM (Coordination des élus français d'origine malienne), trois tables rondes consacrées au « soft power des diasporas africaines », les « 3R » : Récit, Réseau, Rayonnement. Ces tables-rondes ont attiré 600 participants, majoritairement des étudiants et des étudiantes, venus écouter et échanger avec d'anciens ministres, chercheurs, diplomates, élus locaux et responsables associatifs qui témoignaient de leur expérience de terrain pour montrer comment les réseaux des diasporas permettent d'ancrer une diplomatie citoyenne et de proximité, capable de nourrir la réflexion publique et d'agir concrètement. **Et montrer comment, dans leurs pratiques (politique, associative ou internationale), les intervenants mobilisent ou observent le pouvoir d'influence des diasporas.**

Le « soft power » des diasporas : une diplomatie parallèle

La diplomatie officielle agit dans le dialogue, la prudence, l'équilibre. Il n'en demeure pas moins qu'elle dispose de leviers de pression pour affirmer sa puissance. Les diasporas, quant à elles, nous montrent dans leurs pratiques, qu'une autre façon de faire est possible. Elles peuvent porter en elles une forme de diplomatie « artisanale et solidaire », constituant des ponts entre « ici et là-bas ». Elles entretiennent des relations originales avec les corps intermédiaires (associations, syndicats, partis politiques) et aussi les collectivités territoriales et leurs élus, autant de leviers porteurs de solidarités.

Les formes de la diplomatie occidentale, encore marquées par le colonialisme ou le paternalisme, peinent à évoluer vers des relations partenariales respectueuses. Le « soft power » des diasporas, de son côté, s'inscrit dans des dynamiques plus proches des réalités humaines. **Il provoque la rencontre entre des citoyennes et des citoyens, favorise la structuration de collectifs multi-situés, au-delà des frontières, toujours dans un esprit de partage et de solidarité.** Les diasporas



véhiculent des messages de paix auprès des États pour contrebalancer les discours de haine, elles agissent sur l'opinion publique afin d'éclaircir les regards xénophobes et racistes sur les migrations.

TÉMOIGNAGE DE

Alpha Mamadou Seliou

Président par intérim de la
Coordination des Associations
Guinéennes en France (CAGF)



À l'interface des territoires d'origine et d'accueil, nos réseaux associatifs incarnent une diplomatie fondée sur l'engagement, la responsabilité et la solidarité. La CAGF, en tant que faitière des associations guinéennes en France, accompagne des initiatives structurantes de développement local en Guinée, notamment dans les domaines de l'accès à l'eau, de la santé et de l'éducation. Elle œuvre également à la mobilisation et au renforcement de son réseau associatif, en particulier autour des enjeux migratoires, qui sont désormais un axe stratégique de son action. Dans le cadre du Programme de Coopération Régionale des Politiques Migratoires (CRPM), l'implication du Grdr s'inscrit autour de plusieurs priorités : accompagner les politiques publiques, appuyer les associations diasporiques en Guinée et soutenir des projets concrets, notamment dans l'accès à l'eau. À travers ses actions, la CAGF contribue à des politiques publiques plus inclusives et ancrées dans les réalités locales, consolidant le lien entre la diaspora et les territoires d'origine. Nous pensons en effet que la diaspora ne se limite pas à un rôle d'acteur de développement : elle s'affirme aussi comme un véritable levier d'influence capable de créer des passerelles durables entre les États et les peuples.

Se mettre en récit et s'armer par la culture

Les diasporas repoussent les frontières et obligent à ouvrir le dialogue sur les cultures, l'interculturalité, la citoyenneté et l'identité. Elles remettent en question les idées reçues sur ce que sont où ce que deviendront les peuples du continent africain. Elles font preuve de créativité dans les domaines artistiques (cf. Envol des Cigognes 39 et 41 à retrouver sur le site internet du Grdr). Elles réinventent, entre autres, la mode, la musique, le cinéma, les jeux vidéo.



Repositionner les récits migratoires pour enrichir les représentations

Les discours politico-médiatiques sur les migrations se limitent souvent à des statistiques, des catégories administratives ou des controverses politiques. Pourtant, les récits migratoires permettent de repositionner le débat sur les dimensions humaines, sociales et politiques des parcours migratoires. Depuis quelques années, le Grdr propose plusieurs initiatives pour remettre la parole des personnes concernées au centre des débats. Elles s'appuient sur des formats narratifs variés – documentaires, podcasts, outils multimédias – qui permettent de partager des histoires singulières, dans le respect de leur complexité. C'est par exemple le cas du film *Sankofas*, produit par le Grdr et réalisé par Camille Saiseau, qui fait l'objet de projections-débats régulières, dont l'une au Cinéma du Musée du Quai Branly le 16 avril 2026, et qui laisse toute leur place aux témoignages de femmes et d'hommes ayant vécu l'expérience migratoire. Leur parole éclaire les motivations, les obstacles rencontrés, les solidarités et les processus de reconstruction. On peut également citer la série de podcast « L'odyssée silencieuse », réalisée en partenariat avec RP Médias.

Cette approche alimente également nos activités d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) pour mieux sensibiliser sur la contribution des migrations au développement des territoires d'origine, de passage et de destination.

La renaissance culturelle qui a explosé lors des indépendances a contribué à replacer ce « soft power » au cœur des dynamiques africaines. Cette période a vu émerger la notion chère aux élites africaines de « panafricanisme », portée par des personnalités telles que le jeune ghanéen Nkrumah. Léopold Sédar Senghor lui-même, misait sur l'art et la culture pour redéfinir la place de l'Afrique sur la scène mondiale et promouvoir un avenir plus équitable et durable. **Mais le « soft power » des diasporas ne se limite pas à une dimension culturelle**, fondée sur la reconnaissance de populations invisibilisées et sur la promotion du dialogue interculturel en faveur de la paix. **Il s'appuie également sur des leviers économiques, mobilisés pour orienter les décisions des autres acteurs internationaux.** D'ailleurs, le développement de cette diplomatie d'influence s'étend désormais à la gouvernance du climat, des ressources et des territoires.



Le Sénégal, un exemple emblématique de mobilisation de la diaspora pour le développement

Depuis 40 ans, le Sénégal a fait de sa diaspora – installée dans plus de 45 pays – un pilier central de sa stratégie de relance économique dans une logique de financement endogène et de souveraineté (cf. Étude sur La dimension locale de la dialectique Migration - Développement (Le cas France -Sénégal), Grdr-UCAD 2015). **La diaspora sénégalaise, forte de son influence politique** (soutien financier aux partis, plaidoyer et mobilisations internationales), économique (investissements dans l'énergie, l'agroalimentaire ou le BTP, comme l'entreprise WAE (West African Energy de Harouna Dia) et culturelle (événements comme « le Bamba Day » aux États-Unis), représente un levier majeur pour le pays. Son engagement se traduit aussi par des actions locales concrètes, accompagnées historiquement par le Grdr : construction d'infrastructures scolaires, sanitaires ou hydrauliques dans des régions comme Matam ou Tambacounda, via

des associations comme la Fédération des Associations de Développement de la Région de Matam (FADERMA), un acteur incontournable du développement territorial. Depuis 2024, cette volonté de reconnaissance officielle de la diaspora par les autorités récemment élues, marque un nouveau tournant : l'État sénégalais cherche désormais à institutionnaliser cette collaboration, transformant une force informelle en un partenaire stratégique pour le développement. La France, entame la même stratégie comme en témoigne l'organisation du Forum « Ancrage » en 2024 et 2025, pour valoriser la force et l'innovation entrepreneuriale des diasporas, là-bas comme ici.

Le cas du Sénégal illustre la façon dont et une diaspora organisée et mobilisée peut, avec un cadre politique adapté, devenir un moteur de croissance et de résilience, offrant un modèle inspirant pour d'autres pays africains.



En 2025, le Grdr a publié les profils migratoires de Matam, Rufisque et Sédhiou, des outils d'aide à la décision qui analysent les dynamiques migratoires et notamment l'impact des diasporas sur le développement d'un territoire.

Les réseaux sociaux : un outil d'amplification sans frontière ?



Les diasporas savent tirer parti des avancées technologiques pour amplifier leur influence. Les réseaux sociaux, en particulier, leur offrent une plateforme puissante pour se structurer, peser dans les débats publics et faire circuler des initiatives à travers le monde. **Ces outils leur permettent de relier des communautés dispersées et de les organiser, malgré la distance.**

Les diasporas africaines, présentes en Europe, en Amérique ou dans les Caraïbes, utilisent les outils numériques pour déconstruire les clichés médiatiques et proposer une autre narration du continent africain. À travers la mise en avant de la musique, de la mode, de la culture urbaine ou encore des initiatives entrepreneuriales, les diasporas participent activement à la valorisation des cultures africaines, tout en renforçant les liens avec leurs terres d'origine. Cette dynamique s'inscrit également en complément des politiques de diplomatie culturelle menées par certains États africains, à l'image

de l'initiative « Year Of Return » par le Ghana ou encore « Door of Return » par le Nigeria.

Par ailleurs, les réseaux sociaux ont contribué à la création d'espaces de connexion transnationaux entre ces diasporas et le continent africain. **Ces plateformes facilitent les échanges d'idées, les collaborations entre entrepreneurs africains et membres de la diaspora, le soutien à des projets locaux ainsi que les investissements dans les économies africaines.** À travers ces interactions numériques, se développe un véritable réseau de solidarité et d'innovation qui participe à la transformation des dynamiques économiques, culturelles et politiques du continent.

Ainsi, l'utilisation de ces outils par les diasporas apparaît aujourd'hui comme un puissant dispositif de solidarité et de revalorisation de l'image de l'Afrique, dans un contexte où pourtant, ces mêmes réseaux sociaux amplifient les discours populistes.





Ce que les diasporas nous apprennent sur la diplomatie

Alors finalement, que nous raconte le travail des diasporas, si on l'observe comme une école de diplomatie ?

- ✱ Que les territoires – d'origine, de départ, de destination – sont reliés et interdépendants : « qu'une action ici résonne là-bas », « qu'un geste là-bas renforce ici » et que comprendre ces réalités donne une force inégalée à la présence et à l'action des diasporas, « citoyennes d'ici et de là-bas ».
- ✱ Qu'au-delà des discours officiels parfois lénifiants, la connaissance fine de l'autre, l'écoute, le dialogue sont bien au fondement des cultures partagées, transmises à travers des gestes, des récits, des arts, des symboles, des imaginaires qu'il faut savoir accueillir et respecter.
- ✱ Que vivre loin de chez soi, c'est aussi pouvoir contribuer à tisser un maillage de relations locales, nationales et transnationales par une mobilisation forte dans les domaines associatif, artistique, économique ou encore politique.

✱ Que lorsque les États se déchirent ou basculent dans l'autoritarisme, les innovations sociales, solidaires et citoyennes, portées par les diasporas, ouvrent le champ des possibles. Et parce qu'elles savent amplifier, relayer et faire circuler ces initiatives à travers les frontières, elles parviennent à maintenir ouverts des espaces de coopération sur les doubles-espaces des dynamiques migratoires.

En termes de diplomatie, faire autrement et faire mieux, c'est possible. C'est ce que les diasporas démontrent chaque jour, par des réussites concrètes.



L'ODDyssée du climat et des migrations

Imaginez que vous soyez appelé par la présidente de la République pour réagir à de violentes inondations au Bangladesh qui vont provoquer le déplacement de milliers de personnes... Plongé dans cette situation d'urgence, vous êtes amené à analyser le contexte, débattre collectivement et formuler des réponses concrètes... C'est à partir de ce scénario immersif que « L'ODDyssée du climat et des migrations » propose une expérience pédagogique innovante, permettant de mieux comprendre les liens complexes entre changements climatiques et mobilités humaines. Développé dans le cadre du projet « ODDyssée – Les migrations font bouger le monde » cet outil d'animation permet aux participants de jouer différents rôles, d'identifier les facteurs environnementaux, économiques et politiques et d'explorer les enjeux juridiques et sociétaux qui sont associés aux migrations climatiques. Cette approche interactive favorise le dialogue, la coopération et la déconstruction des

idées reçues. **Ce travail de sensibilisation et d'éducation a fait l'objet d'une publication dans la revue Mondes & Migrations (2025) et a été valorisé lors de l'exposition « Migrations et climat, comment habiter notre monde ? » du Palais de la Porte Dorée qui s'est tenue de novembre 2025 à avril 2026 et dont le Grdr était partenaire.**



TÉMOIGNAGE DE

Siloé Vincent

Chargée de projet Direction Europe et International –
Service International « Via le Monde » du Département
de la Seine Saint-Denis



Depuis fin 2024, le Département de la Seine-Saint-Denis a adopté une nouvelle stratégie européenne et internationale « Agir ici et là-bas ». Cette stratégie prolonge sa tradition d'ouverture, nourrie par les migrations et la diversité sur son territoire. D'ailleurs, depuis la fin des années 1990, il développe des coopérations décentralisées avec plusieurs régions du monde, en s'appuyant notamment sur les diasporas présentes en Seine-Saint-Denis. Des partenariats ont ainsi été noués avec l'île de Ngazidja (Grande Comore), le Maroc ou encore le département de Ziguinchor au Sénégal. Dans ces dynamiques, les diasporas jouent un rôle clé : elles facilitent les échanges, relient les acteurs de part et d'autre et contribuent à concevoir des actions en prise avec les réalités locales. Le Département est partenaire avec le Grdr depuis plus de vingt ans. Le Grdr nous accompagne dans

cette articulation entre territoires, en France et à l'international. À travers des projets d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, ou des coopérations opérationnelles comme à Ziguinchor, il nous aide à mobiliser les diasporas et à structurer les échanges. Cette approche favorise des politiques plus inclusives, renforce l'engagement des jeunes et participe à la construction de liens durables entre ici et là-bas.

Le pouvoir d'influence des diasporas repose d'abord sur leur visibilité dans les territoires d'origine et d'accueil. Or, les anciens travailleurs migrants, notamment en foyers ou en résidences sociales, restent souvent invisibilisés. À Drancy, le Grdr mène depuis 2025 une recherche-action autour du café social de la résidence, en lien avec Coallia et les résidents, dans le cadre du projet « Du foyer au quartier ».

TÉMOIGNAGE DE

Sidibé Sissoko

Résident à la résidence sociale
Alsace Lorraine et très engagé
dans le projet du jardin et le café
social de Drancy



Cela fait plus que 26 ans que j'habite en France. On a des enfants en Afrique et ici, ils sont français. Sans la nationalité française, je ne peux pas voter aux élections, mais on construit des choses intéressantes au foyer à Drancy. J'ai entendu que beaucoup de foyers ferment la porte devant les gens qui n'y habitent pas, mais ici non. Avant il n'y avait pas de site, pas de jardin, pas de café. Après l'arrivée du médiateur social pour les démarches et les papiers, j'ai dit : pourquoi on ne demande pas aux gens de faire le jardin ? Après, on a pris une troisième décision pour créer le café social. Les gens viennent de l'extérieur, pour voir, ils viennent directement ici pour faire les papiers, mais aussi des activités avec des associations, du yoga, des jeux, des réunions, des repas. On a monté une caisse pour participer. Ce n'est pas obligatoire, mais pour des jours où on veut organiser un plat, un thieb, des pâtes... Ça marche très bien, la salle est pleine. Ce n'est pas une question de faim, c'est pour l'ambiance et être ensemble. Avec des gens aussi de l'extérieur, on partage, on fait connaissance.





« Le Grdr, c'est l'association de nos parents ! »

À l'approche de ses 60 ans, le Grdr porte l'histoire de plusieurs générations de migrants : les aînés arrivés dans les années 60-70, puis leurs enfants et petits enfants, souvent non migrants mais liés aux territoires d'origine.

Dès les années 2000, la question de la relève s'est posée. Les « thés palabres » de 2006 ont exploré le passage de témoin entre générations. Les associations villageoises ont ouvert des postes aux jeunes, qui ont demandé un droit d'inventaire : comprendre 50 ans de co-développement et leurs impacts aussi bien dans le pays qu'en France. Les échanges furent parfois tendus : certains jeunes reprochaient à leurs parents leurs absences répétées privilégiant leur contribution à l'association villageoise dans les foyers, les premiers samedis du mois. Plusieurs ont refusé de reprendre le flambeau et ont créé leurs propres structures, souvent moins pérennes.

En 2025, une nouvelle génération interroge le Grdr : *« nous, on ne sait pas ce qu'ont fait nos parents et grands-parents, ils ne nous ont rien dit. Mais le Grdr sait cela ! Vous avez des bases de données de projet, des guides, des cartes, des Atlas, des profils migratoires, mettez-les à notre disposition, expliquez-nous ce qu'ils ont fait et comment ils l'ont fait ! »*. Le Grdr s'engage alors dans une production collective de mémoire (podcasts, récits, story maps, répertoires, radars de compétences) pour renouveler ce dialogue intergénérationnel.

En 2026, les événements coorganisés par les jeunes et les aînés se multiplient. Les anciens « samedis du développement » peuvent inspirer de nouveaux rendez-vous autour de cette indispensable transmission intergénérationnelle : « Mémoires en héritage », ou « Génér'actions » pensés comme des moments itinérants, fédérateurs et rythmés.



3 questions à... Fernande Semedo

Fernande Semedo est cofondatrice et l'une des présidentes de la Fédération des Associations Capverdiennes de France (FACF) qui représente et regroupe la communauté capverdienne autour des valeurs de solidarité et de promotion de la culture. Elle est vice-présidente du FORIM dédiée à la jeunesse et à l'égalité de genre depuis octobre 2025. Elle a participé à la troisième table-ronde de la Fabrique de la Diplomatie sur le « rayonnement » (septembre 2025).

« Diplomatie des diasporas », qu'est-ce que cela évoque pour vous ? Avez-vous des exemples du pouvoir d'agir des diasporas ?

Je vois deux dimensions dans cette expression, la capacité à s'adapter et la représentation de la diaspora. Il faut toujours avoir une approche positive et être ouvert pour trouver une solution à un problème et ne pas laisser amplifier les difficultés rencontrées. La diplomatie, c'est du dialogue et de la compréhension de l'autre mais aussi de la transmission, du partage pour apporter la connaissance sur le mode de fonctionnement de la diaspora.

Une action emblématique du rayonnement de la diaspora cap-verdienne a été en 2025 la célébration des 50 ans de l'indépendance du Cap Vert. La Fédération des Associations Capverdiennes de France (FACF) a réuni toute la communauté de France plus celles des pays de l'Afrique lusophone pendant une semaine : conférences, expositions, parcours de migration, témoignages intergénérationnels. Ça a été une occasion de renforcer les liens entre la diaspora et la société française. C'était ouvert à tous, les gens sont venus de partout, ambassadeurs, élus, habitants. Dans la ville de Saint-Denis, une rue a été fermée toute une journée. La diaspora a pu

montrer comment, y compris ceux qui sont nés ici, se sont intégrés et vivent leur double culture. C'est un exemple très marquant, je pense, de la capacité de la diaspora à créer du dialogue entre plusieurs pays.

**À quoi servent les réseaux diasporiques comme la FACF ?
Peuvent-ils enclencher une dynamique de développement entre ici et là-bas ? Quels sont leurs freins et leurs atouts ?**

Quand la FACF a rejoint le FORIM, ça a donné de la visibilité à la communauté du Cap-Vert et aux actions qu'elle mène ici et là-bas dans des domaines comme l'éducation, l'égalité de genre, la santé, l'entrepreneuriat, la culture ou le sport. On va à la rencontre des autres fédérations pour voir comment elles fonctionnent. On prend exemple sur ce qui a fonctionné. Quant à nous, on témoigne des bonnes relations

La Plateforme des Associations Cap Verdiennes et Diaspora (PLTCVD)

Elle a son siège au Cap Vert et a été créée pour regrouper des associations et des individus qui ont une expérience professionnelle ou de réseautage. Elle contribue au développement du tissu diasporique à travers les différents continents ; elle organise des réunions régulières pour diffuser et transmettre des connaissances et des compétences. Elle offre par exemple la possibilité à des jeunes de partir après leurs cycles universitaires au Cap Vert. La diaspora finance souvent les études mais il y a aussi le mécénat, le parrainage et des bourses pour étudier à l'étranger dans le cadre de la coopération (Brésil, Portugal, Cuba, ...). C'est une force d'être dans un collectif comme la FACF ou la PLTCVD car le manque de financement est un frein au développement.

qu'on a avec notre gouvernement, nos dirigeants avec lesquels on a une grande proximité, y compris le Président qui est très ouvert à la diaspora, très présent sur le terrain. Il assiste en personne aux célébrations régulières comme l'élection d'une « Miss Maison Cap-Vert France » pour mettre en lumière les femmes qui ont subi des traumatismes. Il soutient les initiatives des entrepreneurs, des jeunes et des femmes. La diaspora capverdienne a le pouvoir d'exiger car elle contribue au développement du pays et pas seulement pour l'aspect financier et les transferts d'argent. Il y a trois fois plus de Cap-Verdiens à l'étranger que d'habitants dans le pays. De plus en plus de gens quittent le pays. Le Cap Vert est un pays d'émigration mais aussi d'immigration pour les

ressortissants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les émigrés plutôt diplômés, partent sans perspective de retour mais restent attachés et investissent beaucoup, surtout dans l'immobilier, le développement d'entreprises dans l'informatique, les énergies renouvelables. Ils s'allient avec des ressortissants d'autres pays de la CEDEAO, du Brésil et des États-Unis pour investir car ils ont la connaissance du pays et ont un pouvoir d'influence pour mobiliser dans la communauté. Cette diaspora est à la fois ici, là-bas et ailleurs.

Que préconiseriez-vous pour mieux articuler les différentes échelles d'action ?

Le Cap-Vert est reconnu comme un modèle de fonctionnement

démocratique qui sert d'exemple aux autres pays. Le fonctionnement en réseau se pratique à toutes les échelles (ville, district, pays, international). La nouvelle génération a bien compris la force des réseaux. Il faut faire des fédérations de fédérations en Europe, sur chaque continent et chaque grand ensemble géographique, pour constituer un réseau mondial et fonctionner horizontalement en réseau non centralisé et sans hiérarchie. Ce que nous avons fait avec le projet européen « Connect' Diasporas » (porté par le FORIM) qui a abouti à un protocole de coopération qui institutionnalise le dialogue régulier du gouvernement capverdien avec la diaspora pour l'élaboration de la stratégie de développement du pays doit être reproduit dans d'autres pays.



3 questions à... Mariam Dembélé

Mariam Dembélé est une fonctionnaire française, en poste au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Elle exerce la profession de cheffe du département des réseaux au sein de l'Académie diplomatique et consulaire, pour former et connecter les acteurs de la diplomatie française. Elle est également secrétaire générale et organisatrice de la Fabrique de la Diplomatie, événement grand public porté par le MEAE visant à rendre la politique étrangère plus accessible au public. C'est dans ce cadre que le Grdr a organisé, le 6 septembre 2025, les tables-rondes intitulées « Récits, Réseau et Rayonnement – le soft power des diasporas africaines ».

Comment, selon vous, les diasporas contribuent-elles à la fois à enrichir le récit national et à renforcer l'influence internationale de la France ?

Tout d'abord, il convient de définir ce que l'on entend par diaspora. Ce terme ne doit pas être utilisé comme une étiquette automatique pour désigner toute personne d'origine étrangère. Il renvoie plutôt à des individus ou des groupes qui, tout en vivant dans un autre pays, maintiennent des liens durables avec un territoire, une histoire, une culture ou des réseaux

d'origine, et qui se reconnaissent eux-mêmes dans cette relation. Ce sentiment d'appartenance diasporique ne remet en cause ni l'unité républicaine, ni l'unicité de la citoyenneté française. Les diasporas françaises ne fragmentent pas la nation. Au contraire, elles enrichissent le récit national en y apportant une diversité de perspectives et d'expériences. Elles incarnent un multiculturalisme vivant et contribuent à l'influence internationale de la France en jouant un rôle d'ambassadeurs naturels. Porteuses d'une double culture, elles renforcent la

cohésion interne tout en diffusant le soft power français à l'étranger. À travers des échanges culturels, économiques et familiaux – notamment via des réseaux associatifs – elles participent activement à la promotion d'un « vivre-ensemble » et à la résilience face aux tensions identitaires. Sur le plan international, elles constituent des leviers diplomatiques informels. Elles sont souvent polyglottes, qualifiées et solidement implantées dans leurs pays d'accueil. Elles facilitent les investissements, les exportations et les innovations comme en témoignent des initiatives telles que « France Alumni » ou les réseaux de promotion culturelle. Leur forte présence sur les réseaux sociaux amplifie encore ce rôle d'ambassadeurs indirects.

Comment les États pourraient-ils mieux s'appuyer sur les réseaux diasporiques porteurs de cette double culture, notamment dans le champ diplomatique et coopératif ?

Les États pourraient mieux valoriser ces ressources en cartographiant les réseaux diasporiques et en les mobilisant via les ambassades et les consulats, en les intégrant pleinement aux stratégies de diplomatie d'influence et de coopération décentralisée, à l'image des propositions du Haut-Commissariat à la diversité et aux diasporas. Cela suppose la mise en place de dialogues structurés avec les associations, les investisseurs et les milieux académiques tout en garantissant

un accès effectif aux droits sociaux et aux services publics afin de favoriser leur autonomisation. Dans le domaine diplomatique, s'appuyer sur leur connaissance fine des sociétés d'accueil, au-delà des rotations classiques du personnel diplomatique, permettrait de renforcer des partenariats plus inclusifs et des coopérations culturelles durables.

Finalement, qu'est-ce qui fait encore barrière ?

Plusieurs obstacles persistent. Le premier tient au manque de reconnaissance institutionnelle, avec une politique d'influence encore insuffisamment formalisée et une écoute inégale des acteurs diasporiques. Les discriminations, en particulier à l'égard des femmes

issues de ces diasporas, limitent leur participation et freinent les dynamiques de codéveloppement et de codécision. Par ailleurs, l'absence de structuration, notamment de cartographie exhaustive des réseaux ou des outils qui permettent de valoriser leurs compétences, empêche une mobilisation optimale de ces ressources, malgré certaines initiatives récentes. Enfin, l'image ambivalente des diasporas complique leur pleine reconnaissance. Elles sont à la fois perçues comme une richesse culturelle et économique, relais du soft power français à l'étranger, et soupçonnées de loyautés partagées. Cet imaginaire ancien est ravivé par les tensions identitaires

contemporaines. En France, cela se traduit par des débats récurrents autour des « Français de l'étranger » ou des populations issues de l'immigration, souvent perçues comme « entre deux appartenances », malgré leur contribution avérée à l'économie et à la diplomatie informelle. Cette ambivalence freine leur reconnaissance comme acteurs légitimes du récit national. Dans un contexte de défiance accrue, marqué par la montée des populismes et une forte médiatisation des enjeux migratoires, revendiquer une identité diasporique peut exposer à des risques concrets : stigmatisation, amalgames sécuritaires, voire menaces physiques dans certains

contextes hostiles. Cette situation rend plus difficile la mise en œuvre de politiques proactives. Certains États hésitent à les impliquer ouvertement par crainte d'alimenter des discours de « cinquième colonne ». Pour dépasser ces tensions, une communication plus nuancée s'impose, présentant les diasporas comme des « ambassadeurs hybrides » plutôt que comme des acteurs suspects. Cela passe par des efforts d'éducation, la diffusion de récits positifs et une structuration sécurisée des réseaux, comme l'illustre la création récente d'un Haut-Commissariat dédié, afin de protéger leur rôle tout en limitant les risques de dérives discriminatoires.



Le Grdr et la société civile en quelques chiffres clés

Depuis 2023, 65% de nos actions sont mises en œuvre en consortium avec des organisations de la société civile en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée, en Tunisie et en France. **Cela représente près de 450 organisations de la société civile qui ont bénéficié de formations et de financements pour un montant proche de 4 millions d'euros (soit près d'1,3 M. d'euros par ans).** Le Grdr est aussi engagé dans une vingtaine de réseaux et plateformes nationales, en Afrique de l'Ouest, en France et en Europe.

chapitre

2

La place des associations dans les territoires

Soutenir les initiatives associatives

La notion de société civile englobe des réalités variées, qui diffèrent selon les contextes politiques, sociaux et historiques. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, elle fait référence à des mouvements citoyens, à des formes d'engagements collectifs ou à des contre-pouvoirs face aux détenteurs de l'autorité. En Europe, elle fait souvent référence aux associations et aux acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), inscrits dans des cadres juridiques et institutionnels

plus solidement établis. Elle est également un espace de mobilisations sur des enjeux essentiels (droits, alimentation, logement, environnement, discriminations) et peut être à la fois force de proposition et de contestation. Le Grdr s'inscrit lui aussi dans ces dynamiques, participant à des espaces de réflexion et de plaidoyer sur des enjeux propres à son projet associatif, telle que la reconnaissance des mobilités humaines comme des enjeux porteurs de solidarité et de citoyenneté dans et entre les territoires d'ici et d'ailleurs.

Ces classifications restent cependant imparfaites. La notion de société civile s'est en partie propagée à travers les politiques de développement, parfois au prix d'une simplification des réalités locales.

Adopter une approche large de la société civile facilite une représentation plus fidèle de sa diversité. Elle rassemble des organisations citoyennes et communautaires, des associations, des coopératives et des acteurs collectivement engagés au service de l'intérêt général. Elle n'est pas un bloc homogène mais un espace en mouvement, où se développent des modes de participation et de changement social.

Selon les territoires, cette société civile joue plusieurs rôles essentiels. C'est un lieu d'engagement civique, de participation démocratique, un baromètre de la progression des droits humains et un pilier central de cohésion sociale. C'est aussi un espace d'apprentissage, de professionnalisation, un laboratoire d'initiatives, un acteur du développement local et de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

Société civile : structure employeuse, d'apprentissage et de transformation des territoires

La société civile est très souvent associée au bénévolat et aux mobilisations citoyennes. Derrière ces représentations, elle joue un rôle plus concret et discret : créer des emplois, former des jeunes, accompagner des femmes et initier des opportunités sur les territoires.

En France, cette réalité est bien documentée : le secteur de l'ESS représente 2,6 millions¹ de salariés, soit près de 14% de l'emploi salarié privé. En Mauritanie, en Guinée ou en Algérie, les associations locales remplissent un rôle similaire, mais dans des contextes où les possibilités d'insertion professionnelle sont limitées.

¹ Observatoire national de l'ESS

Ces structures sont pourtant de véritables lieux d'apprentissage où l'on développe des compétences concrètes majeures. Elles permettent d'acquérir des compétences et de l'expérience, de s'inscrire dans une trajectoire professionnelle, de se créer un réseau et de participer activement à la vie de son quartier ou de sa commune.



TÉMOIGNAGE DE

Sidi Khalifou

Président d'Ecodev, une « école du développement » au service des acteurs locaux en Mauritanie

Ecodev est une organisation mauritanienne qui a 25 ans d'existence. Elle a démarré comme centre d'expertise dans le développement local et la formation, avec un accent particulier sur les approches participatives. Elle s'est progressivement structurée comme une organisation opérationnelle de terrain, mettant en œuvre des projets avec la majorité des partenaires du développement. Le slogan « école du développement » a été donné par les employés eux-mêmes. Beaucoup de jeunes formés à Ecodev poursuivent ensuite leur carrière au sein d'organisations internationales. Nous avons très tôt travaillé sur la structuration et la formation de la société civile, notamment avec le PNUD. Nous avons ensuite privilégié une approche territoriale, en structurant la jeunesse, en lien avec les communes des wilayas du Gorgol et de l'Assaba. Deux approches complémentaires ont été développées : le financement en cascade des organisations de la société civile et l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes. Ces axes se poursuivent aujourd'hui, notamment à travers des actions de formation professionnelle, d'insertion socio-économique des jeunes et de développement de financements favorisant l'autonomisation économique. Aujourd'hui, la société civile mauritanienne gagnerait à être mieux reconnue comme acteur crédible du développement. Cela suppose davantage de professionnalisme sur des projets concrets de proximité. La structuration à l'échelle régionale constitue une approche pertinente, mais n'a pas toujours permis d'aboutir à des actions effectives. Des acteurs locaux solides restent essentiels pour structurer des dynamiques jusqu'au niveau national.



Au-delà de parcours individuels, les dynamiques associatives transforment les territoires. En s'organisant, **les associations deviennent des relais pour les politiques publiques et les vigies de l'intérêt général.** Elles participent à faire émerger de nouvelles activités, à structurer des économies locales et à proposer des réponses concrètes aux populations.

Elles contribuent à faire évoluer les pratiques et à faire naître de nouveaux métiers. En Tunisie, l'essor du tissu associatif après l'adoption du décret-loi n°88 de 2011 relatif à l'organisation des associations (9 600 associations avant 2010, plus de 25 000² associations actives en 2024) a favorisé l'apparition de nouveaux profils

liés à la médiation communautaire, à la formation citoyenne ou encore à l'accompagnement à l'entrepreneuriat féminin.

En se professionnalisant, les Organisations de la Société Civile (OSC) deviennent des espaces où se construisent des compétences. C'est notamment le cas en Casamance au Sénégal, où le Projet de Développement Économique (PDEC) associe collectivités, organisations citoyennes et acteurs économiques.

² IFEDA – Centre d'Information, de Formation d'Études et de Documentation sur les Associations

Le Projet de Développement Économique en Casamance (PDEC) : quand les organisations communautaires deviennent actrices de leur développement

Dans les régions de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda, le Projet de Développement Économique de la Casamance, programme gouvernemental sénégalais bénéficiant d'un financement de la Banque mondiale, s'appuie sur le Grdr pour accompagner 54 Organisations Communautaires de Base (OCB) dans un processus d'autonomisation progressive. Concrètement, ce sont plus de 350 membres de ces OCB (avec une majorité de femmes) qui ont été formés en 2025 : gestion administrative et comptabilité simplifiée, commissions d'achat, procédures de passation de marchés, comités de gestion des ouvrages hydrauliques pour l'entretien des vallées aménagées...

Le renforcement du « leadership féminin » est un axe central de ce programme : 75 femmes issues de 20 collectivités territoriales ont suivi une formation sur le leadership féminin et le plaidoyer. Plus de la moitié ont ensuite pris des engagements concrets dans leur commune.

20 relais communautaires, répartis dans l'ensemble des communes d'intervention, assurent désormais le lien entre les populations et les institutions locales. Une chaîne de compétences, construite depuis la base, illustre comment la société civile, organisée, peut devenir un levier durable de développement territorial.

Société civile, défenseur des droits humains

Les associations jouent un rôle déterminant dans la défense des droits fondamentaux. Elles contribuent activement à la justice sociale et à l'émancipation des populations les plus vulnérables. Cette action en faveur des droits s'organise en trois temps complémentaires :

- ✱ Le premier est didactique : il s'agit d'amener les acteurs à comprendre et connaître leurs droits. En créant des espaces de rencontres et d'échanges collectifs, la société civile permet d'identifier les manquements au regard des normes nationales et internationales.
- ✱ Le deuxième repose sur le dialogue et le plaidoyer. La société civile crée des espaces structurés où citoyens, organisations et autorités publiques confrontent leurs points de vue. Ce dialogue est un excellent levier pour interpellier les pouvoirs publics et mettre en débat des politiques existantes. Il permet d'identifier les freins à l'accès aux droits, de formuler les revendications collectives et de co-construire des plans d'action. C'est dans ces espaces que se joue par exemple la défense des

droits des enfants, des personnes en situation de handicap, des femmes victimes de violences, ou encore des personnes en mobilité, dont les droits sont trop souvent invisibilisés. Et ces dynamiques prennent tout leur sens lorsque les personnes concernées peuvent elles-mêmes porter leurs revendications.

✱ Enfin, le troisième temps consiste à concrétiser les initiatives. La société civile porte des projets de renforcement d'accès aux droits. Elle intervient aussi face à des situations d'inégalités profondes et de discriminations persistantes.



TÉMOIGNAGE D'

Issam Zogui

Référent territorial
de l'association du
Développement et des Études
Stratégiques de Médenine
(Tunisie) – sur la contribution
de la société civile à
l'amélioration des conditions
de vie des personnes
en situation de handicap



Pendant longtemps on parlait beaucoup des personnes handicapées mais rarement avec elles. On a voulu changer ça. On les invite désormais dans nos espaces d'échanges, avec les élus, les services publics, les autres citoyens. Au début, ces personnes hésitaient. Puis elles et ils ont pris confiance et commencé à dire ce qui ne va pas : rue inaccessible, école qui refuse d'adapter ses cours, fonctionnaire qui parle à la famille sans s'adresser à eux... Notre rôle, c'est de créer les conditions pour qu'elles et ils se fassent entendre. Et quand une personne en situation de handicap est en mesure d'interpeller elle-même un responsable local, c'est que les choses avancent et que les droits commencent vraiment à exister.

Société civile, actrice de cohésion sociale et du vivre ensemble intergénérationnel

La cohésion sociale et le vivre ensemble se sont imposés au tissu associatif dans des contextes sociétaux en profondes mutations démographiques et générationnelles. Entre les aînés et les jeunes, les malentendus s'amplifient. L'accélération induite par les réseaux sociaux ne laisse que peu de place au temps, lent, de l'échange et de la compréhension. Les associations, par leur existence, peuvent retisser ce lien, sans tabou pour aborder des sujets comme le genre, le racisme, l'esclavagisme, le patriarcat ou des sujets politiques comme la décolonialité ou l'écologie.

Zoom sur les trois projets lauréats de l'appel à projet You(th) Care for Change 2025

Un appel à projets a été lancé en France par le Grdr dans le cadre du programme européen « You(th) Care for Change » en 2025 pour soutenir des initiatives portées par des jeunes qui permettent d'apporter des réponses aux inégalités, de lutter contre les changements climatiques ou les injustices systémiques. Trois associations ont été retenues : l'association « Ytinéraire » qui avait pour objectif de favoriser l'intégration des étudiants internationaux à Orléans en les



accompagnant dans l'accès à leurs droits grâce à des activités interculturelles avec d'autres étudiants internationaux ou français, ainsi que des visites culturelles en France. Le groupe des « Scouts musulmans de France » de Bondy qui s'est joint à l'association « Sœurs des Cœurs » pour un projet d'éducation populaire permettant de sensibiliser les jeunes de leur territoire sur les questions liées à l'écologie urbaine grâce à des activités ludiques et citoyennes. Enfin, le projet de l'association « Arman » qui consistait à organiser un événement à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur « La philosophie en temps de guerre », avec des tables rondes, conférences et performances artistiques mettant en avant la question de l'exil, en particulier pour les étudiants afghans.



L'association « Ytinéraire »
lauréate de l'appel à projet
« Youth Care for Change 2025 ».

Dans les espaces urbains, le lien social et les solidarités sont un défi quotidien aussi bien pour les habitants qui s'organisent, que pour les pouvoirs publics qui s'activent pour réguler l'usage des services et assurer la sécurité collective. Les associations sont, là encore, en première ligne en veillant au vivre ensemble et à la résolution des conflits entre usagers au quotidien. Premières actrices de l'ingénierie sociale, particulièrement auprès des publics les plus défavorisés, elles assument quotidiennement la médiation des habitants avec les élus et les autorités.

Enfin, dans les espaces transfrontaliers comme le bassin du fleuve Sénégal, où le contexte sécuritaire est dégradé, les associations d'usagers, d'intercommunalités ou les groupements coopératifs sont mobilisés au quotidien. Elles contribuent à réguler les conflits locaux et assurent les médiations entre usagers, habitants et services de sécurité.





Dans les quartiers de Wanindara et Kolomé,
le Grdr accompagne les associations de jeunes
sur les questions de cohésion sociale

Agir sur les tensions en milieu urbain : des OSC au cœur de la médiation à Conakry

Dans les quartiers populaires de Conakry (comme ailleurs), les tensions sociales sont souvent ancrées dans les inégalités structurelles : chômage massif des jeunes, insuffisance d'espaces collectifs, faiblesse du dialogue entre habitants et autorités. Sur l'axe « Le Prince », ces fragilités alimentent des situations de conflit récurrentes et un sentiment d'exclusion durable. Le projet « Bâtir la cohésion sociale dans les quartiers précaires de Conakry » qui cible particulièrement les quartiers de Koloma et Wanindara adopte une approche fondée sur les modes locaux de régulation des conflits plutôt que de proposer des solutions descendantes. Il se base sur l'écoute des habitants, la valorisation des initiatives existantes et le renforcement des cadres locaux de concertation. Trois leviers structurent son action : la relance du dialogue territorial entre jeunes, femmes et autorités locales, l'amélioration du cadre de vie à travers la réhabilitation d'espaces publics et le soutien aux initiatives collectives et, enfin, l'accompagnement socio-économique des jeunes à travers des dispositifs de proximité favorisant leur insertion.

En réinvestissant les espaces de dialogue et en soutenant les capacités d'initiative locales, ce type d'intervention contribue à repositionner les habitants comme acteurs du développement de leur quartier.

Faire vivre l'énergie de la société civile

La société civile est donc un poumon économique et démocratique. Mais, elle est menacée par des restrictions de l'espace public et des coupes budgétaires.

Ces organisations ont besoin des financements attendus pour se projeter dans le temps, organiser les équipes et renforcer leurs actions. Elles doivent pouvoir s'appuyer sur des cadres de dialogue et de co-construction avec les pouvoirs publics, basés sur un engagement commun pour l'intérêt général. Le développement de la société civile repose ainsi sur l'existence d'environnements législatifs garantissant la liberté d'association, la transparence et l'autonomie des organisations. Il ne s'agit pas pour la société civile de se substituer à l'action publique, mais de la compléter et de la prolonger au plus proches des réalités vécues par les habitants. Face aux défis en matière de participation citoyenne, de cohésion sociale, d'économie et d'environnement, soutenir la société civile ne se limite pas à reconnaître son existence et son engagement. Il faut créer les conditions matérielles et politiques, qui permettent à ces collectifs de continuer à s'exprimer, à se structurer et à contribuer durablement au développement et à la vitalité démocratique de nos sociétés.

TÉMOIGNAGE D'

Isselmou Alioune

Directeur de la Société Civile
au sein du CDHAHRSC
(Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action
Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile)



En Mauritanie : un cadre législatif favorable à l'essor de la société civile

En Mauritanie, une loi adoptée en 2021 est venue répondre à un besoin de modernisation et de simplification du cadre juridique des organisations de la société civile. Avant son adoption, il n'existait pas de vision claire du nombre réel d'Organisations de la Société Civile (OSC), ni de système structuré de recensement. La loi a permis de digitaliser la base de données des organisations, renforcé les exigences de transparence et mieux encadré la gouvernance et le financement des organisations. Le passage d'un régime d'autorisation à un régime déclaratif est un changement de paradigme. Il a considérablement facilité la création d'associations et encouragé l'engagement citoyen, en particulier celui des jeunes, en levant des barrières administratives qui

freinaient jusque-là l'initiative collective. Ce cadre a contribué à instaurer un climat de confiance entre l'État et la société civile. Aujourd'hui, les axes de collaboration reposent sur la coconstruction des politiques publiques, la participation citoyenne et le suivi des actions de développement. La jeunesse de la société civile mauritanienne est à la fois un défi et une opportunité. Les défis concernent le renforcement des capacités, la structuration et l'accès à des financements durables. Mais cette jeunesse est aussi une force, porteuse d'innovation, d'engagements et de mobilisation au service du développement, favorisant l'appropriation des nouvelles technologies et la modernisation progressive de la société civile.



3 questions à... Moctar Diallo

Acteur de la société civile guinéenne, Moctar Diallo a été Coordinateur du Programme Concerté Pluri-Acteurs en Guinée (dénommé « Programme concerté de Renforcement des capacités des Organisations de la société civile et de la Jeunesse Guinéenne ») (PROJEG) de 2007 à 2020, qui a accompagné et collaboré avec plus de 700 organisations partenaires. À partir de son expérience, il revient sur les enjeux de gouvernance, de mobilité et d'éducation, au cœur des dynamiques territoriales accompagnées par le Grdr.

Dans les zones périurbaines en Guinée, quels sont aujourd'hui les principaux facteurs de tensions ?

Il y a un conflit permanent qui persiste. À l'origine, ces zones attirent majoritairement des populations rurales qui arrivent dans un environnement inconnu sans avoir les outils ou connaissances, (illettrés en français, absence de pièces d'état civil, méconnaissance de l'administration...) leur permettant de faire face aux défis du monde urbain. Cela crée des décalages importants dans les repères, les attentes et les interactions

sociales du quotidien. Il est fondamental de repenser les politiques publiques pour ces périphéries que l'on appelle « banlieues ». Aujourd'hui, on y observe une absence criante de structures étatiques. La présence de l'État ne s'exprime souvent qu'à travers la répression des manifestations, et non comme un prestataire de services ou un organe d'écoute. Cela contribue à renforcer un sentiment de marginalisation. Dans ce contexte, la jeunesse, très nombreuse et souvent sans perspectives, devient un acteur central de ces tensions.

Elle est fréquemment instrumentalisée lors des enjeux électoraux, ce qui alimente encore davantage les conflits. Il faut donc sortir de la lecture binaire entre urbain et rural pour prendre en compte la réalité spécifique de ces territoires et des dynamiques sociales qui s'y jouent.

Quel rôle la société civile peut-elle jouer dans ce contexte ?

Un rôle majeur. Elle doit s'impliquer dans la démarche citoyenne, notamment sur des questions d'hygiène, d'assainissement et de dialogue pour se positionner comme interlocutrice des pouvoirs publics. Elle joue aussi un rôle essentiel de documentation des déficits en termes d'accès aux services sociaux et

d'infrastructures, afin de contribuer au plaidoyer auprès des autorités. Surtout, la société civile sert de pont entre les autorités locales des communes et des quartiers et les aspirations des populations. Dans des contextes où le dialogue est fragile, elle permet de créer des espaces d'échange, de structurer la parole des habitants et de désamorcer certaines tensions. Elle contribue également à renforcer la capacité des citoyens à comprendre leurs droits et à les revendiquer de manière organisée et non violente.

Comment renforcer une mobilité apaisée et inclusive ?

Il est très important de déconstruire les discours politiques actuels. Aujourd'hui, particulièrement au Nord, on tend à faire de la migration la cause de tous les

maux, ce qui est foncièrement faux. La mobilité est naturelle, elle est inhérente à l'histoire de l'humanité. Il faut aller vers une convergence entre les sociétés civiles du Sud et du Nord pour contrer ces discours de stigmatisation. La mobilité doit être abordée à une échelle plus large, car elle dépasse les cadres nationaux. Même au niveau local, comme en Guinée avec les zones minières, les déplacements de populations créent des tensions. Cela nécessite l'intervention de la société civile pour accompagner ces dynamiques, faciliter le dialogue et contribuer à une mobilité apaisée, en s'appuyant sur une meilleure compréhension des droits et des cadres existants.



NOS PUBLICATIONS LES PLUS RÉCENTES

04

Publications

ACTES DU FORUM DU 26 NOVEMBRE 2025



Entre terre et mer,
des écosystèmes côtiers
à l'épreuve du temps



LIVRET EXPOSITION



Jeunes mauritaniennes
plurielles, l'art comme
miroir de soi



GUIDES PRATIQUES POUR DÉCONSTRUIRE LES IDÉES REÇUES SUR LES MIGRATIONS



Pour les travailleurs
sociaux



Pour les médias
et professionnels



Pour les enseignants



DASHBOARD



Rufisque s'engage pour une
politique alimentaire locale,
saine et durable



PROFILS MIGRATOIRES



**Profil migratoire
de la commune de Matam**



**Profil migratoire
du département de Rufisque**



**Profil migratoire
du département de Sédhiou**



**Agir à l'international
et en France face
aux enjeux communs**



Nos centres de ressources



Les rivières du sud

Le centre de ressource
virtuel des acteurs
du développement
local du littoral



Les migrations font bouger le monde

Un mallette
pédagogique
numérique pour
bousculer les idées
reçues sur « Migration
et Développement »



Graines de Citoyenneté

Au service des
acteurs d'« ici et
là-bas » engagés en
faveur des jeunes
mauritaniennes



Sahelink

Un centre de
ressource au service
du développement
local dans le bassin
du fleuve Sénégal

L'ACTIVITÉ DU GRDR PAYS PAR PAYS

05

Dans le cadre de son cadre d'intervention stratégique, le Grdr organise son activité en 3 objectifs et 6 enjeux. C'est selon cette typologie que sont classées les activités présentées dans les fiches des différents pays.



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables



OBJECTIF

Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale dans des sociétés métissées



OBJECTIF

Créer les conditions d'une économie collaborative

Enjeu 1

Soutenir les systèmes alimentaires durables

Enjeu 4

Lutter contre les discriminations et encourager le savoir-vivre ensemble

Enjeu 6

Favoriser une économie locale innovatrice et redistributive

Enjeu 2

Gérer les ressources naturelles et résilience climatique

Enjeu 5

Promouvoir le dialogue interculturel et préserver la paix

Enjeu 3

Favoriser l'accès aux droits fondamentaux et aux services essentiels

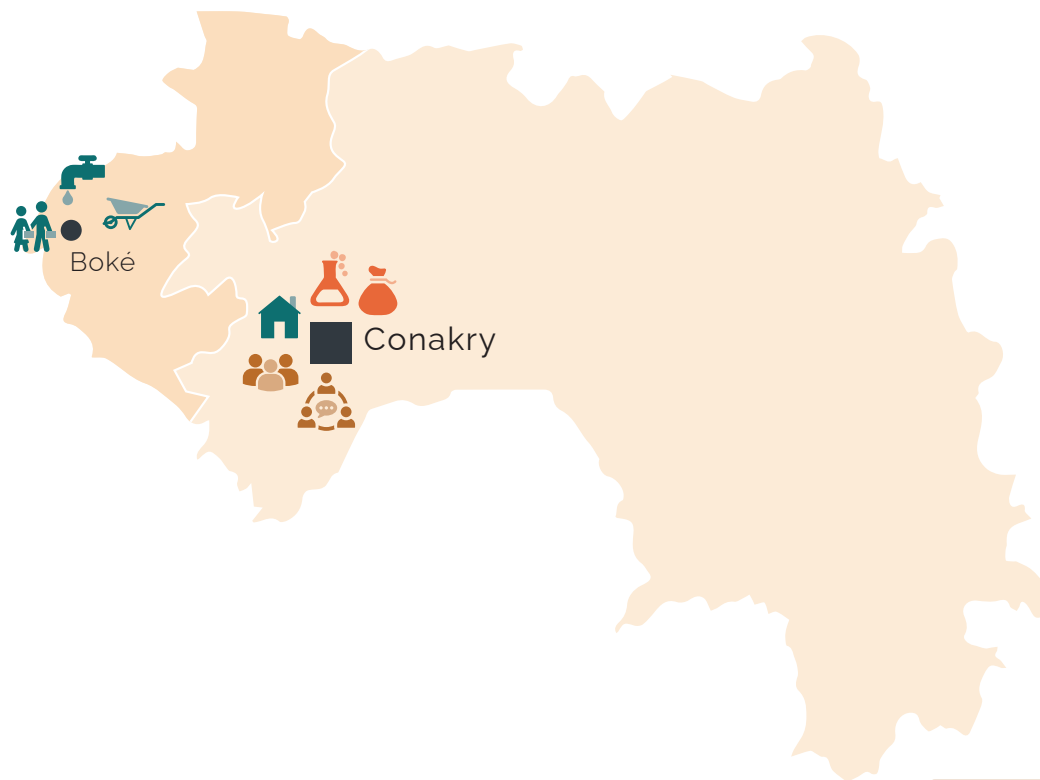


Pour tout savoir sur le CIS



Guinée

2 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOTRE PARTENAIRE FINANCIER



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



GESTION DES
CONNAISSANCES
ET RECHERCHE



ÉDUCATION
POPULAIRE



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET SERVICES ESSENTIELS



OBJECTIF

Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

PROMOUVOIR LE DIALOGUE CULTUREL ET FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE



OBJECTIF

Créer les conditions d'une économie collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE INNOVANTE ET REDISTRIBUTIVE

Accès à l'eau et à l'assainissement à Boké



Mise en service de 30 forages et 30 comités de gestion. 8650 ménages supplémentaire ont accès à l'eau potable



Construction de 12 blocs sanitaires et de 12 puisards familiaux pour 125 familles



Des actions de sensibilisation à l'eau et à l'assainissement pour 550 élèves

Amélioration du cadre de vie urbain à Conakry



Réhabilitation et aménagement d'infrastructures communautaires (maison des jeunes de Koloma, espace communautaire de Wanindara)

Dialogue territorial et production de connaissances



Mise en place de 2 cadres de concertation et diagnostic participatif urbain à Wanindara et Koloma

Médiation et prévention des conflits



436 jeunes participants à des ateliers de sensibilisation à la non violence. Structuration d'1 réseau de jeunes sur les cohésion sociale et la résolution des conflits

Appui à l'insertion socio-économique



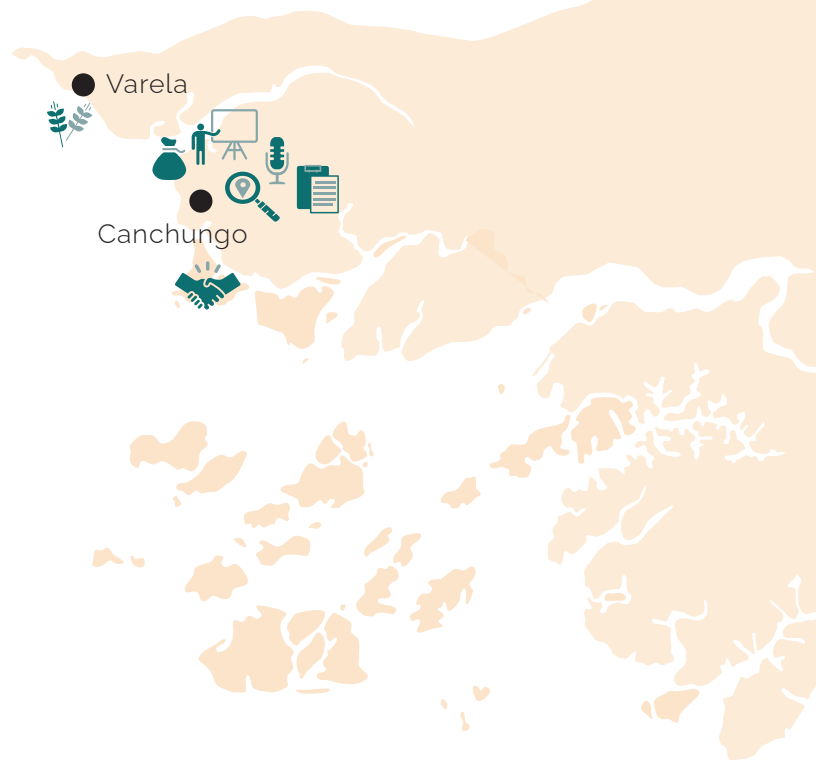
Mise en place d'un laboratoire d'innovation sociale (LABIS) pour des jeunes en situation de précarité



Financement et accompagnement d'initiatives communautaires et socioéconomiques

Guinée -Bissau

2 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



ÉDUCATION
POPULAIRE



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES ET STIMULER LES RÉSILIENCES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET AUX SERVICES ESSENTIELS

Actions d'éducation à l'environnement et sensibilisation



Animation de 19 sessions « Rio Terra » ayant mobilisé 291 jeunes



Emissions de radios communautaires sur la gestion durable des ressources naturelles

Solutions fondées sur la nature



Mise en place d'ouvrages anti-érosifs (épis maltais) avec la participation de 130 ménages et 192 pêcheurs

Appui à des infrastructures de base



Financement de 2 initiatives communautaires d'accès à l'eau au profit de 135 ménages

Structuration d'acteurs locaux



Renforcement de la Fédération des Habitants de Guinée-Bissau sur la gouvernance, la gestion financière et la mobilisation de ressources

Production de connaissances et structuration des interventions



Identification de territoires (quartiers) et diagnostic avec les partenaires techniques (ONU Habitat- UE)

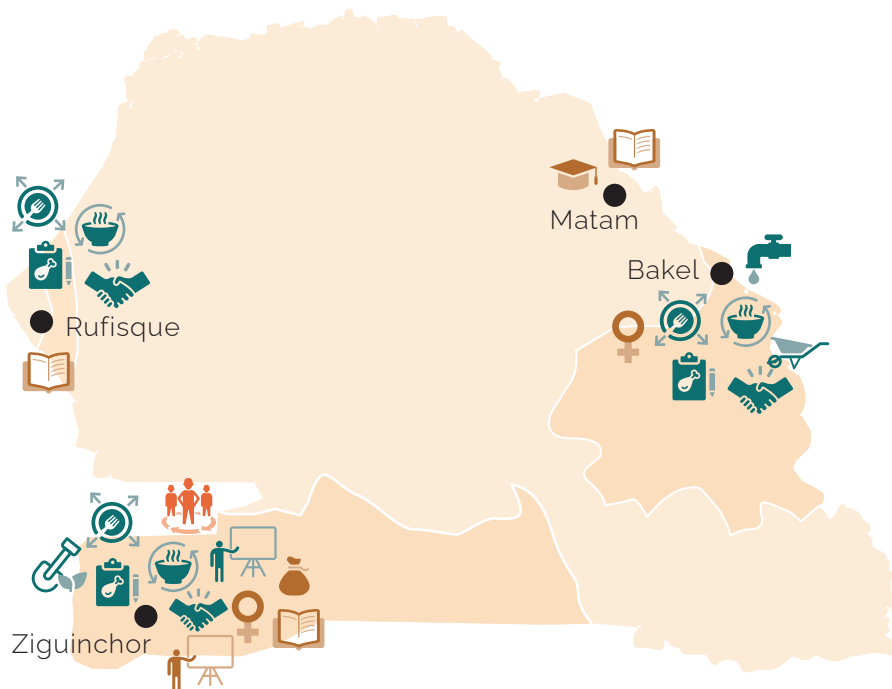


Préparation de projets urbains à partir des diagnostics réalisés



Sénégal

14 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS PARTENAIRES FINANCIERS



Financé par l'Union européenne



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



DOUBLE-ESPACE
ET COOPÉRATION



SOBRIÉTÉ
CARBONE



PRATIQUES
PARTENARIALES



ACTIONS DE
PLAIDOYER



ÉDUCATION
POPULAIRE



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

SOUTENIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET SERVICES ESSENTIELS



Gouvernance alimentaire territoriale

Mise en œuvre du Programme Alimentaire Territorial

Étude sur le système alimentaire de Bakel



Cantines scolaires et cuisines centrales

60 cantines scolaires de Bakel, Rufisque et Ziguinchor approvisionnées en denrées locales



4 cuisines centrales en Service (jusqu'à 5 500 repas quotidiens)



Filières locales et circuits courts

Plus de 35 organisations de producteurs, 25 GIE de transformatrices, et 30 restauratrices en relation avec les collectivités de Ziguinchor, Bakel et Rufisque pour approvisionner les cantines



Structuration de chaînes de valeur locales et promotion de la consommation locale



Sensibilisation à la préservation des écosystèmes

Formation de 45 acteurs locaux à l'animation de la mallette RIOTERRA qui ont animés 152 ateliers (1 200 personnes dans 21 communes de Casamance)



1 camp de reboisement à Diembéring (500 jeunes, 2 500 plants anti-érosion)



Eau et Assainissement

Construction et amélioration d'équipements scolaires d'une école élémentaire de Bakel (900 élèves)



Extension du réseau d'eau potable dans les quartiers périphériques de Bakel (150 ménages)



OBJECTIF

Réduire les inégalités
et favoriser la
cohésion sociale

COHÉSION SOCIALE ET
PARTICIPATION CITOYENNE

FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE
ET ÉCONOMIQUE



OBJECTIF

Créer les conditions
d'une économie
collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE
INCLUSIVE ET STRUCTURÉE

Sensibilisation et mobilisation citoyenne



Campagnes de sensibilisation sur
les violences faites aux femmes
dans les communes de Bakel et
Gabou



Diagnostiques participatifs et publi-
cation de 3 profils migratoires de
Rufisque, Sedhiou et Matam



Actions d'éducation sur les enjeux
migratoires dans la commune de
Matam auprès des professionnels
des médias, de 25 élus locaux, de
jeunes mobilisés et de 80 élèves

Dispositifs économiques locaux



Appui à des activités écono-
miques locales : 34 organisations
Organisations Communautaires
de Base (OCB) (environ 750 per-
sonnes) de Ziguinchor ont été
financées et accompagnées



Organisation de formations et
appui à des dynamiques collec-
tives (passation de marché (40
personnes), gestion administra-
tives (90 personnes), techniques
agroécologiques (48 femmes),
ouverture de compte bancaire
(20 OCB), récépissé administratif
(15 OCB)...

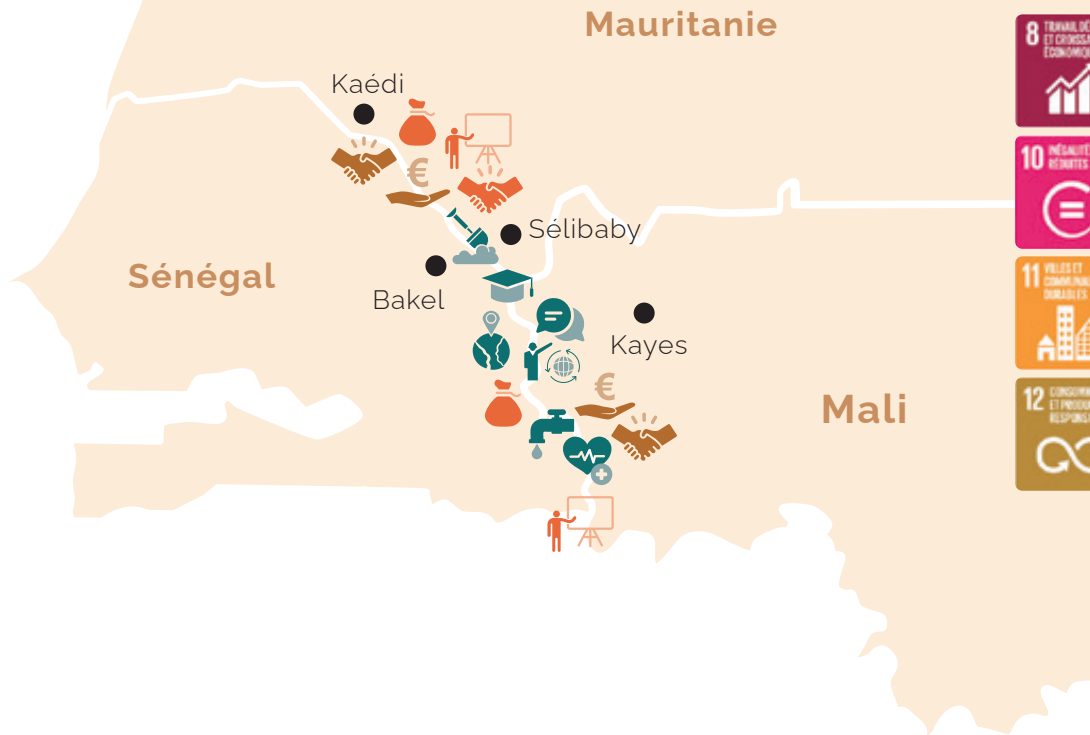
Appui à l'entrepreneuriat et aux dynamiques collectives



Accompagnement de groupements
de producteurs, GIE de femmes
transformatrices et acteurs de la
restauration locale dans le déve-
loppement des activités écono-
miques (Ziguinchor)

zoom sur la gestion des conflits et des ressources naturelles en milieu transfrontalier

3 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS PARTENAIRES FINANCIERS



Financé par l'Union européenne



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



SOBRIÉTÉ
CARBONE



PRATIQUES
PARTENARIALES



GESTION DES
CONNAISSANCES
ET RECHERCHE



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES NATURELLES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET AUX SERVICES ESSENTIELS

Gouvernance des ressources naturelles



2 comités de prévention et de gestion des conflits (dont 1 transfrontalier)



Cartographie des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et à l'activité minière (Falémé)



Élaboration de plans d'action territoriaux (eaux, terres, pêche)

Dispositifs agroécologiques



13 champs écoles paysans



Aménagement de terres dégradées au profit de 300 ménages Distribution de 8700 kg de semences et 18,4 tonnes de denrées de base (Sénégal – Mauritanie)



Eau, santé et éducation

Modernisation de l'équipement de 6 structures de santé



Transformation de 8 pompes à motricité humaine en adductions d'eau potable dans 4 communes



OBJECTIF

Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE



Appui à l'entrepreneuriat local

Structuration de coopératives (481 producteurs)



Renforcement de capacités économiques (75 producteurs formés en gestion, production, commercialisation)



OBJECTIF

Créer les conditions d'une économie collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE INCLUSIVE ET STRUCTURÉE



Structuration de filières agroalimentaires

Financements de 122 micro-projets dans la filière arachide – niébé – céréales



Formation des transformatrices et commerçants



Appui aux circuits commerciaux

2 bourses sous-régionales (Sénégal - Mauritanie)



Mali

3 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS PARTENAIRES FINANCIERS



Financé par l'Union européenne



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



DOUBLE-ESPACE
ET COOPÉRATION



ACTIONS DE
PLAIDOYER



GESTION DES
CONNAISSANCES
ET RECHERCHE



ÉDUCATION
POPULAIRE



OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

SOUTENIR DES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES DURABLES

GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES
NATURELLES ET STIMULER LES RÉSILIENCES
FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Structuration de systèmes agroécologiques paysans

Débats communautaires et sensibilisation à la valorisation et préservation des semences paysannes



Élaboration collective d'un système de certification paysanne des productions agroécologiques (Systèmes Participatifs de Garantie, SPG)



Formation des producteurs au dispositif de certification paysanne (30 personnes)

Animation territoriale et gouvernance des filières



Concertations multi-acteurs sur les filières agroécologiques (près de 90 participants)



Identification et structurations d'organisations pour la production de semences paysannes

Sensibilisation et plaidoyer sur les impacts environnementaux



Missions de sensibilisation sur l'orpailage et ses impacts environnementaux et sociaux



Emissions de radios communautaires sur la gestion durable des ressources minières



OBJECTIF

Réduire les inégalités
et favoriser la
cohésion sociale

PROMOUVOIR LE DIALOGUE
INTERCULTUREL ET PRÉSERVER LA PAIX



OBJECTIF

Créer les conditions
d'une économie
collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE
INNOVATRICE ET REDISTRIBUTIVE

Animation de cadres de concertation et dialogue territorial



Forum sur la question des médias
citoyens et du vivre-ensemble



Mise en place et animation de
cadres de concertation sur les
médias (41 médias mobilisés)

Production de connaissances et structuration des acteurs



Cartographie des organisations
de la société civile

Soutien aux initiatives économiques locale



Participation à des foires agroé-
cologiques et artisanales (Kayes,
Bakel...)



Valorisation et commercialisa-
tion de produits locaux (fonio, mil,
miel...)

Appui aux initiatives des filières agroécologiques



Financement et suivi de 4 initia-
tives dans les différents maillons
du système alimentaire (production,
transformation, consommer
local)

Mauritanie

5 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



Nouakchott

Kéadi

Sélibaby

NOS PARTENAIRES FINANCIERS



Financé par l'Union européenne



NOS MODES D'ACTION





OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

SOUTENIR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES



Dispositifs agroécologiques

Animation de 4 champs écoles pour renforcer les capacités de 60 producteurs



Organisation d'une visite croisée internationale à Riyadh d'une vingtaine d'agriculteurs européens et d'autres pays africains



Renforcement des filières locales

Étude chaîne de valeurs (oignon, navet à Riyadh Nouakchott)



Travaux préparatoires à l'approvisionnement des cantines scolaires de Riyadh en produits locaux



Campagnes de sensibilisation « consommer local » et d'intensification agroécologique

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET SERVICES ESSENTIELS



Amélioration des conditions d'habitat

Reconstruction et amélioration de 40 maisons de ménages en situation de vulnérabilité à Kaédi et diagnostic pour identifier les enjeux et besoins spécifiques à Sélibaby



Réponse aux crises climatiques et appui aux collectivités

Mobilisation aux côtés des autorités de Kaédi pour coordonner la réponse aux inondations de 2025



Mise en place de services pilotes urbains de gestion de déchets

Enquêtes préalables à la mise en place de services communaux de gestion des déchets (Sélibaby – Djéol)



Lancement et suivi



Actions de sensibilisations dans les quartiers concernés et auprès de 750 élèves



OBJECTIF

Réduire les inégalités
et favoriser la
cohésion sociale

LUTTER CONTRE
LES DISCRIMINATIONS ET ENCOURAGER
LE SAVOIR-VIVRE ENSEMBLE



OBJECTIF

Créer les conditions
d'une économie
collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE
INNOVATRICE ET REDISTRIBUTIVE



Soutien à l'entrepreneuriat féminin

Financements de 67 initiatives individuelles et 8 collectives)



Formation de 46 femmes au leadership féminin, participation citoyenne, développement personnel



Structuration des organisations de la société civile (diagnostic et accompagnement)

Diagnostic institutionnel et organisationnel de 109 organisations



Cartographie des organisations de la société civile de l'Adrar, Brakna, Hodh el Gharbi plate-formes régionales



Renforcement opérationnel des organisations de la société civile (OSC)

Formations, permanence, accompagnement des OSC candidates et/ou lauréates des fonds « Emergence » et « Consolidation » (plus de 100 interventions)



« Form'Actions » auprès des OSC sur la construction d'un plaidoyer et stratégies de capitalisation



Appui aux dynamiques territoriales d'insertion des jeunes

Élaboration et mise en œuvre de 6 plans d'actions territoriaux



Mise en relation et implication des acteurs locaux (thé-palabres, journées portes ouvertes...) dans la définition des stratégies d'insertion



Renforcement de capacités économiques de femmes

Formation de 20 femmes aux pratiques agroécologiques



Formation de 27 femmes à la communication et au marketing digital



Structuration d'activités économiques collectives (coopératives féminines)

Appui à 2 coopératives (175 femmes membres) du Guidimakha



Dotation en équipement matières première



Développement et valorisation des productions locales :

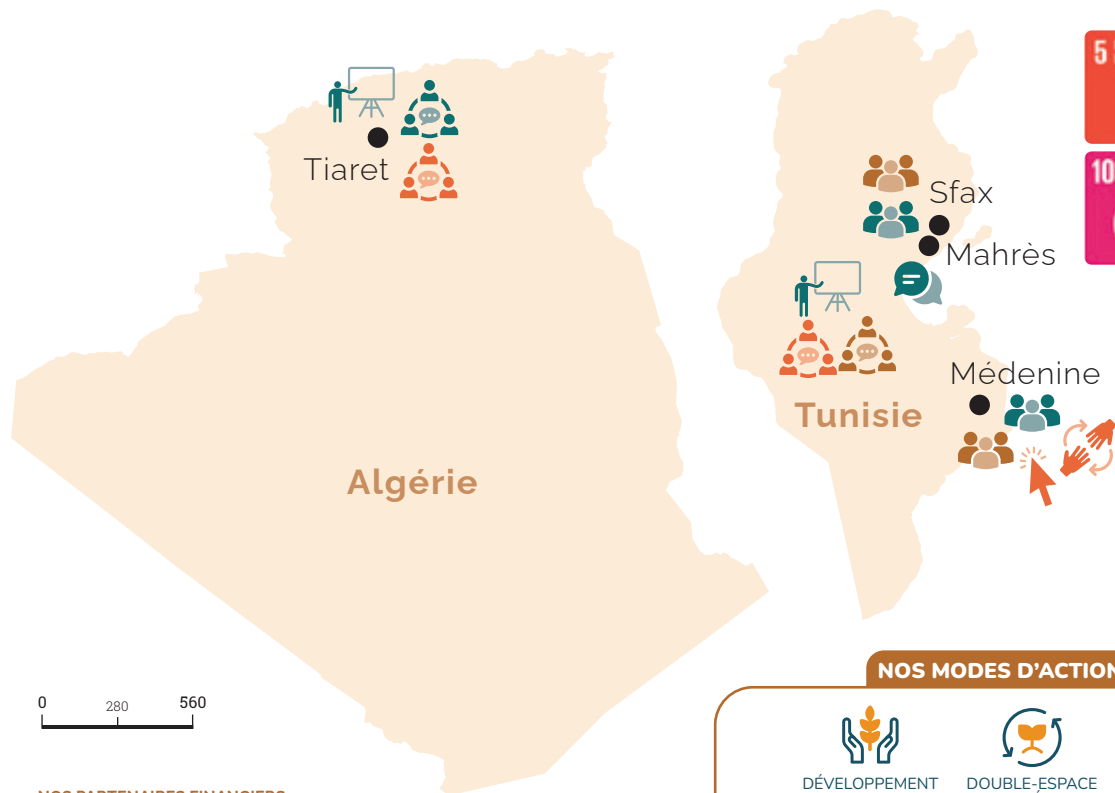
Appui à la transformation et à la commercialisation



Promotion des produits agro-écologiques

Méditerranée

2 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS PARTENAIRES FINANCIERS



Financé par l'Union européenne



NOS MODES D'ACTION



DÉVELOPPEMENT
LOCAL



DOUBLE-ESPACE
ET COOPÉRATION



PRATIQUES
PARTENARIALES



GESTION DES
CONNAISSANCES
ET RECHERCHE



ÉDUCATION
POPULAIRE





OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET AUX SERVICES ESSENTIELS



OBJECTIF

Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET ENCOURAGER LE VIVRE-ENSEMBLE



OBJECTIF

Créer les conditions d'une économie collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE INNOVANTE ET REDISTRIBUTIVE



Diagnosics territoriaux participatifs

Animation de « Clubs Synergie » pour la production de diagnostics territoriaux et l'identification de priorité locale pour les jeunes de Tiaret (Algérie)



Organisation d'ateliers participatifs sur les enjeux territoriaux (mobilités, services, ressources) à Sfax, Médenine et Mahrès (Tunisie)



Renforcement de capacités des jeunes et des acteurs locaux

Form'Actions en journalisme citoyen pour renforcer les capacités d'expression et de production de contenus



Formations à l'Économie Sociale et Solidaire pour favoriser l'intégration de cette approche dans les dynamiques locales



Animation d'espaces de dialogue et de participation citoyenne

5 espaces d'échanges autour des enjeux sociaux et territoriaux



Organisation de rencontres favorisant les échanges entre 31 jeunes et acteurs territoriaux



Soutien à l'entreprenariat des jeunes

Festival « Hackathon » pour accompagner les initiatives entrepreneuriales (120 participants)



Structuration des dynamiques économiques locales (ESS)

Animation d'espaces de dialogue autour de l'économie sociale et solidaire (clubs synergie ESS) pour structurer des initiatives économiques locales



Mise en réseau et coopération entre territoires

Organisation de missions d'échanges entre acteurs territoriaux (Médenine, Beni-Khedache et double-espace)





OBJECTIF

Agir pour des
territoires inclusifs
et durables

SOUTENIR DES SYSTÈMES
ALIMENTAIRES DURABLES

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS
FONDAMENTAUX ET SERVICES ESSENTIELS

Dispositifs de sensibilisation et d'expérimentation



Organisation de 4 clubs « Métiers »
sur les filières de l'agriculture et de
l'alimentation durables



Mise en œuvre de 10 journées
d'immersion agricole



Activités d'expérimentation autour
de cultures allochtones et d'innova-
tions dans le secteur alimentaire

Accès aux droits des personnes immigrées vieillissantes



Permanences d'accès aux droits et anima-
tions collectives auprès de publics seniors
immigrés (342 personnes accueillies)



Parcours d'accompagnement « bien vieil-
lir » (62 bénéficiaires – 60 ans et +) à tra-
vers des ateliers (prévention, accès aux
droits, bien-être)

Inclusion numérique et accès aux droits



35 participants au cursus d'inclusion nu-
mérique des personnes âgées immigrées
(accès aux droits sociosanitaires, déma-
térialisation, lutte contre l'isolement) en
Ile-de-France

Renforcement des acteurs socio-sanitaires



Formation de 141 professionnels so-
ciaux, médicosociaux et sanitaires interve-
nant auprès de publics seniors immigrés
(Ile-de-France)



OBJECTIF
Réduire les inégalités
et favoriser la
cohésion sociale

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS
ET ENCOURAGER LE SAVOIR
VIVRE-ENSEMBLE



OBJECTIF
Créer les conditions
d'une économie
collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE
INCLUSIVE ET REDISTRIBUTIVE

Éducation aux migrations (ECSI)



Form'Actions pour déconstruire les idées reçues auprès de 60 élus, services territoriaux, étudiants...



Accompagnement de jeunes (15-30 ans) au montage de projets et financement de 3 initiatives (environ 120 participants)



Ateliers de sensibilisation « ODD & Migrations » auprès de 106 élèves et de jeunes en centres sociaux

Dynamiques économiques territoriales



Accompagnement de 23 personnes porteurs de projet en situation de précarité dans leurs initiatives économiques



Mise en réseau d'acteurs locaux (associations, centres sociaux, collectivités) et animation de coopérations territoriales

Appui à l'insertion et à l'entrepreneuriat



Accompagnement de publics précaires vers l'emploi et l'activité économique (insertion, accompagnement de projets)

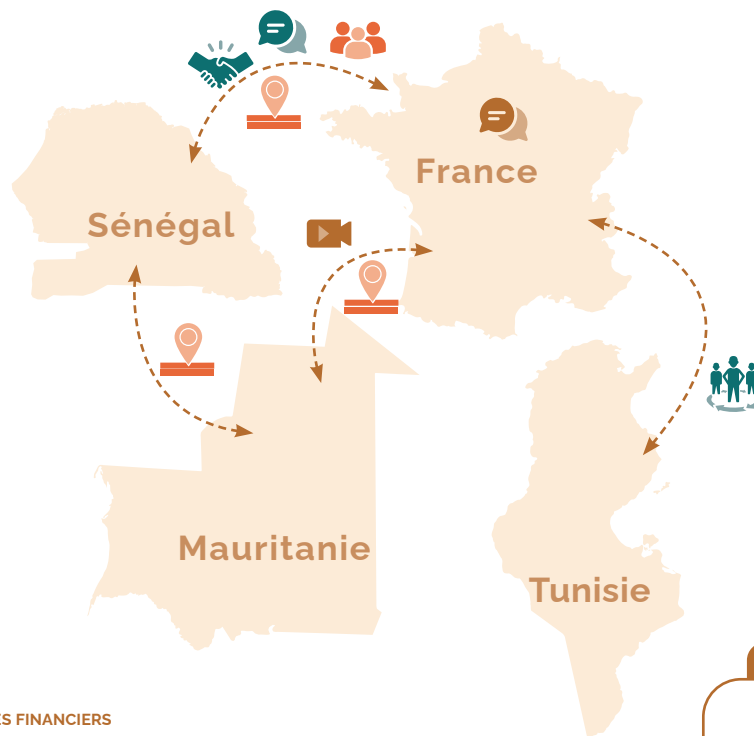


Formation et accompagnement de structures et de 140 professionnels pour le développement d'actions sociales et économiques



Double espace

3 PROGRAMMES DE SOLIDARITÉS MIS EN ŒUVRE



NOS PARTENAIRES FINANCIERS



NOS MODES D'ACTION





OBJECTIF

Agir pour des territoires inclusifs et durables

FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS FONDAMENTAUX ET SERVICES ESSENTIELS



OBJECTIF

Réduire les inégalités et favoriser la cohésion sociale

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET ENCOURAGER LE SAVOIR-VIVRE ENSEMBLE



OBJECTIF

Créer les conditions d'une économie collaborative

FAVORISER UNE ÉCONOMIE LOCALE INNOVANTE ET REDISTRIBUTIVE

Appui aux coopérations territoriales et échanges entre collectivités



Organisation de la mission double-espace en France des élus de la commune de Matam (coopération décentralisée avec la Ville de Firminy, Association Matam à cœur...)



Organisation de missions d'échanges territoriaux « acteurs de Médénine et Béni Khedache » associant acteurs locaux et diasporas

Production de connaissances et mise en dialogue des territoires



Rencontre multi-acteurs de capitalisation des expériences autour des politiques alimentaires territoriales (Rufisque, Ziguinchor, Montpellier, Seine Saint Denis)

Valorisation des diasporas et production de récits



Production de la « Une des territoires » vidéo par 3 jeunes de la diaspora mauritanienne sur la transmission culturelle et les dynamiques intergénérationnelles au sein de la diaspora



Organisation de 3 tables rondes « Récit, Réseau, Rayonnement : le soft power de la diaspora » lors de la rencontre « La fabrique de la diplomatie » (plus de 600 participants)

Mobilisation des diasporas et dynamiques économiques transnationales



Voyages d'échanges et participation à 4 événements internationaux (Sénégal, Nouadhibou, France) pour renforcer les synergies entre acteurs économiques, collectivités et diasporas mauritaniennes autour des enjeux de développement territorial

Appui aux filières économiques et aux territoires



Ateliers de croisement d'expériences sur la transformation agro-alimentaires entre les acteurs de Rufisque et de Montpellier

LES FINANCES 2025

06

Le budget réalisé en 2025 s'élève à 9,05 M€ et présente un équilibre entre charges et produits, avec un léger excédent de 27 k€. La forte progression par rapport au budget 2024 (+14%) est principalement liée à la pleine mise en œuvre des programmes multi pays dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

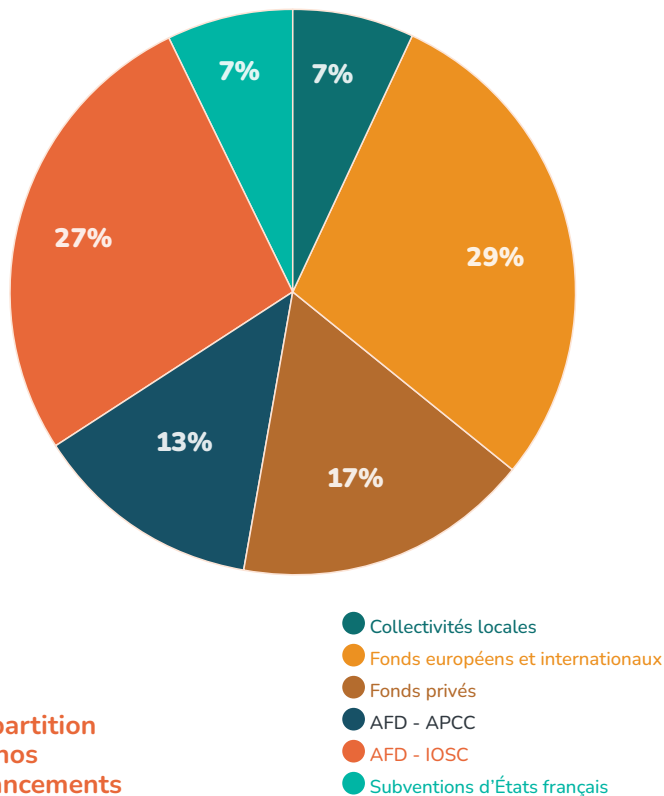
Le total du bilan se stabilise à 14,7 M€ et demeure à un niveau confortable, permettant de soutenir l'activité sur les deux prochaines années, malgré un contexte général sur les financements actuellement tendu.

Nos sources de financement

Les financements cumulés de l'AFD, issus des projets Initiative OSC (IOSC, 27%)) et des projets Crise et Conflit (APCC, 13%), représentent 40% de nos ressources en 2025. Ils enregistrent une progression de 10% par rapport à 2024, en raison de décaissements importants sur plusieurs projets, notamment le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) « Graines de Citoyenneté » en Mauritanie.

Les fonds européens représentent notre deuxième source de financement, avec 29% du budget réalisé en 2025, en légère baisse par rapport à 2024 (-6%).

Enfin, les fonds privés reculent également de 7%, au profit des financements publics (État et collectivités), qui atteignent 14% des ressources (contre 10% en 2024), portés par le développement des activités en France.

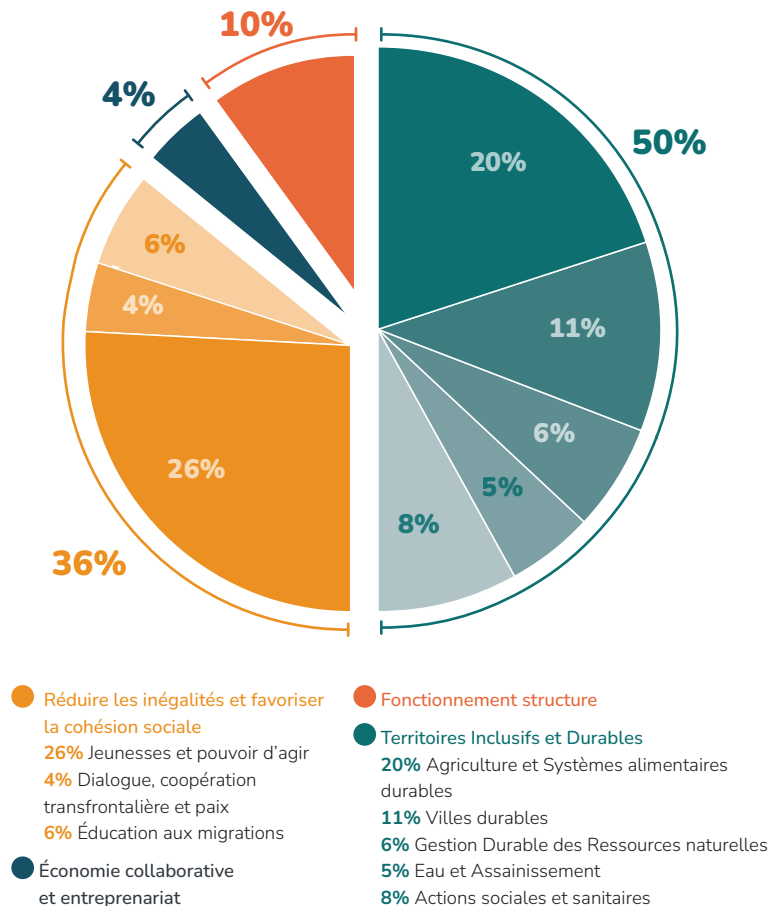


Répartition
de nos
financements

Nos principales activités

Les programmes multipays dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal ont structuré une part importante de nos actions en 2025, autour des enjeux de cohésion sociale, de gouvernance locale et de résilience des territoires. Les actions en direction des jeunes et du renforcement des organisations de la société civile se poursuivent également, notamment en Mauritanie, en Afrique du Nord et en France.

L'agriculture et les systèmes alimentaires durables demeurent un axe majeur de notre activité, en lien avec les dynamiques territoriales et les enjeux de sécurité alimentaire. En France, les projets à dimension sociale et sanitaire se consolident auprès des publics les plus vulnérables. Les activités de développement local, d'éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECI) conservent une place importante, tandis que les interventions sur les villes durables et la gestion des ressources naturelles s'inscrivent dans la continuité des programmes en cours.

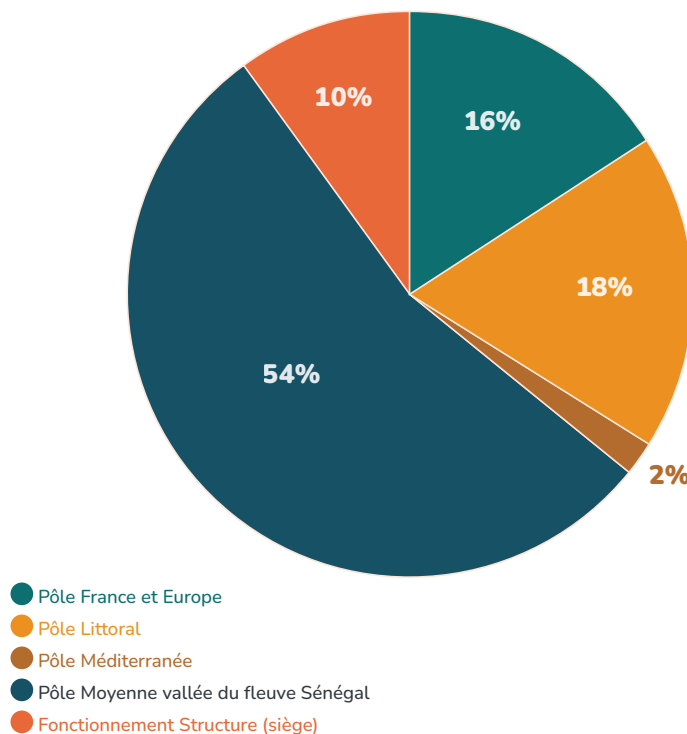


Répartition géographique de nos activités

La moyenne vallée du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) accueille la majeure partie de nos activités, toujours portée par la mise en œuvre des programmes multipays importants et par le Programme Concerté Pluri-Acteurs « Graines de Citoyenneté ».

L'activité en France se maintient à un niveau soutenu grâce aux programmes européens et nationaux ainsi qu'aux actions sociales et éducatives. Le pôle littoral conserve une place significative malgré des évolutions contrastées selon les pays, avec des perspectives de consolidation. En Méditerranée, l'activité se poursuit dans un contexte contraint pour les partenaires de terrain.

Enfin, le siège et la vie associative continuent de jouer un rôle structurant dans l'animation, la coordination et la stratégie de l'association.



LE GRDR DANS LES RÉSEAUX

07

En France et en Europe

COORDINATION SUD (CSUD) :

CSUD a poursuivi en 2025 la veille et le plaidoyer pour lutter contre les baisses successives de l'aide publique au développement qui ont touché les organisations de la société civile (OSC) (- 63% du budget dédié au dispositif I-OSC de l'AFD entre 2024 et 2026). Le Grdr a particulièrement soutenu la mise en place de la campagne d'influence pour la solidarité internationale (à la fois médiatique et publicitaire, digitale et de mobilisation citoyenne) qui sera développée en 2026-2027 entre la campagne pour les municipales et l'élection présidentielle.

À travers ONG-LAB, l'étude commencée fin 2024, intitulée « Poursuivre, s'adapter ou se réinventer face à des vents contraires : quelles capacités d'agir pour les organisations de solidarité internationale aujourd'hui ? » a été restituée à l'automne 2025 et pose un constat : *« Nous ne vivons pas une inflexion*

dans une trajectoire, nous faisons face à une rupture qui impose un nouvel équilibre restant à définir ». Le Grdr a ainsi participé à l'identification des cinq grandes remises en cause qui traversent les organisations de solidarité internationale : la réduction des financements, la contraction des espaces civiques, la remise en cause des mobilités, l'évolution des postures partenariales et la fragilisation de l'action humanitaire.

Parallèlement, le Grdr est chef de file du Groupe de Réflexion Autonome (GRA) qui rassemble dix OSC spécialisées sur les articulations « migrations et développement ». Il a participé à un travail collectif sur toute l'année 2025 afin de clarifier, consolider et harmoniser les messages clés portés par CSUD sur les enjeux migrations et solidarité internationale. Les 4 documents complémentaires intitulés « modules de plaidoyer » visent ainsi à renforcer la cohérence des prises de position du collectif, à outiller les

organisations membres dans leurs actions de plaidoyer et de sensibilisation, et à sécuriser les prises de parole publiques sur des enjeux fortement politisés.

GROUPE INITIATIVES (Gi) :

Le Grdr est membre du CA et vice-président du Gi. En 2024, le collectif a lancé les activités du programme « SynerGi » (2024-2027) dont les objectifs sont de renforcer les pratiques collectives (Traverses, Groupes métiers) et d'approfondir les échanges dans le cadre des « pôles géographiques » (Initiative Fleuve Sénégal, Madagascar, Haïti, Cambodge), tout en poursuivant le dialogue avec les différentes institutions (MEAE, AFD, Expertise France, UE...).

En 2025, le Grdr était co-chef de file avec CRAterre du Traverses N°54 intitulé « Faire converger les solidarités : agir à l'international et en France face aux enjeux communs », dont les travaux font échos aux défis partagés (ODD) relevés par le Grdr

dans le CIS 2025-2030. Une note de positionnement a été rédigée et adoptée à l'unanimité en mars 2026 qui servira de support à notre plaidoyer pour renouveler les logiques de co-opération et nos pratiques partenariales autour des ODD.

LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (CFSI) :

Le Grdr est actif au sein des deux programmes structurant de l'action du CFSI : il est membre du Comité d'orientation et de suivi du programme PAFAO (Promotion de l'Agriculture familiale en Afrique de l'Ouest) et du Comité stratégique du programme CAAC (Coopérer Autrement en Acteurs de Changement : projets WECCO avec la Métropole Montpellier Méditerranée et JADE avec le Département de la Seine Saint-Denis). Le forum final de la troisième phase du Programme CAAC intitulé « Transformer la coopération : changer de regards, changer de pratiques » a été organisé en

mars 2026 pour restituer, partager et mettre en débat les apprentissages issus d'une décennie de mise en œuvre qui s'est ancrée dans un monde en bouleversement et dans l'actualité brûlante sur les nécessaires transformations du secteur de la coopération et des solidarités (cf. Traverses n°54, Gi, ci-dessus).

LE F3E : Le Grdr s'inspire des « Approches Orientées Changement » (AOC) pour mettre en place les dispositifs de suivi et d'évaluation de l'impact de ses projets (MAVIL, ODDyssée, Graines de Citoyenneté). Il a participé aux temps collectifs d'élaboration des orientations stratégiques 2026-2032 du « réseau d'apprentissage collectif ». Le F3E a aussi préparé la révision de ses statuts : ouverture aux acteurs intervenant prioritairement en France, priorité sur les approches intersectionnelles de genre et écologiques, la décolonialité et la gouvernance des connaissances et l'Intelligence artificielle (IA).

LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID) :

Le Grdr est membre du CRID. En 2025, le CRID a mené un ensemble d'actions de mobilisation, de sensibilisation et de solidarité internationale : l'Université d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités (UEMSS) à Bordeaux (23 - 26 août), le FESTISOL sur la thématique de la justice climatique et des solidarités internationales (novembre), la mobilisation pour les droits des migrant-e-s et la solidarité internationale (Journée Internationale des Migrants du 18 décembre).

En parallèle, le Grdr suit de près les travaux du collectif « **VOX PUBLIC** » et de l'**ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS (ANVITA)** qui militent pour une société juste et tolérante et proposent des actions pour agir en faveur des droits des personnes exilées et proposer une autre politique.

Le Grdr est aussi membre de deux réseaux sectoriel sur « l'eau et l'assainissement » : **LA COALITION EAU** qui a pour objectif de « *contribuer à la mise en œuvre des droits humains à l'eau et à l'assainissement et à la gestion durable et équitable de l'eau* » et **LE PROGRAMME SOLIDARITE-EAU (pS-Eau)** qui a pour mission de « *Faciliter et renforcer les actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène* ».

En région Île-de-France

CITÉ DES MÉTIERS : Le Grdr est membre permanent du Comité stratégique de la Cité des métiers avec les partenaires institutionnels (DRIETS, Région Île-de-France, ville de Paris), qui permet d'inscrire notre action en articulation avec les orientations des politiques publiques dans les domaines de l'insertion et de l'évolution professionnelle, et de sensibiliser les acteurs du droit commun aux enjeux de l'intégration et de l'inclusion sociale et économique des migrants.

En région Hauts-de-France

Le Grdr est membre de **LIANES COOPERATION**, le Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA), de l'association **ACTEURS POUR UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE (APES)** et du **RADyA**, le **RÉSEAU DES ACTEURS DE LA DYNAMIQUE DES ATELIERS SOCIO LINGUISTIQUES**, organisme de formation auprès des professionnels.

En Normandie

Depuis 2024, le Grdr est membre du **RÉSEAU SANTÉ PRÉCARITÉ** de la Métropole Rouen Normandie, coordonné par l'association Emergence-s.

En Europe

ALLIANCE TO FIGHT POVERTY : depuis 2018, le Grdr contribue aux réflexions européennes sur la gouvernance participative, les migrations et les politiques sociales inclusives. Cet engagement a nourri les projets *Opportunities* (2021-2024) puis *Involve – Involve for trustful*,

participatory and inclusive public policies (2023-2026), réunissant ONG et laboratoires de recherche de huit pays européens (Belgique, Suisse, France, Allemagne, Irlande, Portugal, Italie, Pologne). Le Grdr pilote les actions France en partenariat avec l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

En Afrique de l'Ouest

Au Mali

Le Grdr est actif au sein du **FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI (FONGIM)** engagé sur des actions de concertation et de plaidoyer pour défendre les libertés associatives et préserver les conditions d'intervention des acteurs du développement. Sur les enjeux agroécologiques, le **COMITÉ OUEST-AFRICAÏN POUR LES SEMENCES PAYSANNES (COASP-MALI)** a soutenu la promotion des semences paysannes et leur meilleure reconnaissance dans les politiques publiques. Le **CADRE DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS POUR LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE EN RÉGION**

DE KAYES (CCK) contribue à consolider les dynamiques territoriales en faveur de la souveraineté alimentaire et a déployé un premier système local de certification participative. La **PLATEFORME NATIONALE DE LA CONVERGENCE GLOBALE DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU OUEST-AFRICAINE** a renforcé ses actions de sensibilisation et de plaidoyer, tandis que la **PLATEFORME DE L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE** a poursuivi ses travaux de capitalisation et de diffusion des pratiques agroécologiques à l'échelle nationale.

Au Sénégal

LA PLATEFORME DES ONG EUROPÉENNES AU SENEGAL (PFONGUE) qui fédère 90 ONG, a poursuivi en 2025 ses actions de concertation, de formation, de mise en réseau et de plaidoyer au service de l'efficacité collective. Elle a notamment animé des ateliers sur le cadre légal d'intervention des ONG et la mutualisation des données. En 2026, elle accompagne la professionnalisation du secteur

associatif à travers les programmes XAM Numérique et XAM Logistique. La signature de conventions avec la Direction générale de l'administration territoriale et le ministère de l'Économie renforce par ailleurs son rôle d'interface entre ONG, État et partenaires du développement.

En Guinée-Bissau

LA PLATEFORME DES ACTEURS DU PAYSAGE JETA-PCIXE-CACHEU : soutenue par Wetlands International dans le cadre de l'initiative Wetlands for Resilience, cette plateforme a été officiellement lancée en 2025 afin de renforcer la gouvernance territoriale et la coordination des acteurs engagés dans la conservation et le développement durable du paysage. Le Grdr y participe aux côtés des institutions publiques, des communautés et des partenaires techniques.

Sur le littoral (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal)

LE COLLECTIF 5 DELTAS (C5Δ) : Le Grdr est membre fondateur (2014). Le collectif réunit 14 organisations du Sénégal, de Gambie et

de Guinée-Bissau engagées dans les territoires des cinq grands deltas ouest-africains. Il œuvre au renforcement des coopérations entre acteurs du littoral, au soutien des initiatives citoyennes de gouvernance des écosystèmes et à la conduite d'actions de plaidoyer en faveur de la préservation des mangroves et de la biodiversité. Le collectif promeut une approche participative, équitable et durable de la gestion des ressources naturelles. Ses membres sont souvent membres du **PARTENARIAT REGIONAL POUR LA CONSERVATION DE LA ZONE COTIERE ET MARINE (PRCM)** et insèrent leurs actions dans l'agenda politique environnemental de l'Afrique de l'Ouest, notamment du Sénégal qui accueillera en mars 2027, le 6ème Congrès International sur les Aires Marines Protégées (IMPAC 6).

ADRESSES DES BUREAUX

SIÈGE SOCIAL

26 bis, rue Kleber
93100 Montreuil
Tel : + (331) 48 57 75 80
grdr@grdr.org

PÔLE FRANCE

Grdr Ile-de-France

26 bis, rue Kleber
93100 Montreuil
Tel : + (331) 48 57 75 80
antenne.idf@grdr.org

Grdr Hauts-de-France

Maison de l'ESS
235 boulevard Paul Painlevé
59000 Lille – France
Tel : + (333) 20 42 83 11
grdr.hdf@grdr.org

Grdr Haute-Normandie

4 rue du Grand Feu
76100 Rouen – France
Tel : + (332) 79 91 74 11

PÔLE SAHEL

Grdr Nouakchott

Ilot C 477, Rue Moulaye
El Hassen, Teveragh Zeina,
Nouakchott – Mauritanie
BP 2013

Tel/fax : + (222) 45 25 64 19
mauritanie@grdr.org

Grdr Kaédi

Quartier Latin BP 136
Kaédi – Mauritanie

Tel : + (222) 45 33 50 45
kaedi@grdr.org

Grdr Sélibaby

Quartier College BP 91
Selibabi – Mauritanie

Tel : + (222) 45 34 43 47
selibaby@grdr.org

Grdr Bakel et Matam

Route de l'Hopital BP 18
Bakel – Sénégal

Tel : + (221) 33 93 98 035
bakel@grdr.org

Grdr Bamako

Sirakoro Meguetana Cité,
près du marché
BP E 3805

Tel : + (223) 72 74 79 21
mali@grdr.org

Grdr Kayes

Rue 136 Porte 37 Legal Segou -
BP 291

Kayes – Mali
Tel : + (223) 21 52 29 82
kayes@grdr.org

PÔLE LITTORAL

Grdr Dakar

Lot n°269, Cité Mbackiyou Faye,
2^{ème} étage gauche
Ouakam – Dakar – Sénégal

Tel : + (221) 33 867 39 61
dakar@grdr.org

Grdr Ziguinchor

Quartier Santhiaba Est, derrière
École Elhadji Seydou Kane
Ziguinchor – Sénégal

Tel : + (221) 33 990 10 70
ziguinchor@grdr.org

Grdr Canchungo

Bairro Novo derriere Sos
Canchungo, CP 573 –
Guinée-Bissau

Tel. : + (245) 5268621 /
0024595 65611 53
cacheu@grdr.org

Grdr Conakry

Carrefour Feu rouge
à Petit Simbaya, route de Cosa
Commune de Lambayi - Conakry
– Guinée

Tél : + (224) 621 47 11 70

Grdr Boké

Quartier Dibia,
près du centre de santé
Commune de Boke – Guinée

rapport
d'activité

2025



CITOYENS D'ICI ET DE LÀ-BAS